

LE PIGEON DISSIDENT

Mars 2020, Volume 43, n° 5

Dossier spécial :
« **IDENTITÉ** »



Féminisme : Investir les lieux de pouvoir [p. 3]

Identité : Dossier spécial [p. 5-9]

Opinion : Chronique Philo [p. 12-13]

À quand l'organisation mondiale de l'environnement? [p. 11]

L'effervescence de la voix des femmes latino-américaines

Grecia Esparza
Rédactrice en chef

Lors de mon premier éditorial pour ce journal, je vous avais promis de parler des femmes. Voilà, nous y sommes. Parler des femmes, c'est large, vous vous dites, et vous avez raison. Alors, je vous parlerai des femmes latino-américaines, un groupe auquel je m'identifie. Car s'il y a bien une chose que je réalise depuis que j'écris, c'est que ma voix est plus forte, plus mienne, lorsque je puise dans mes propres expériences, dans mon vécu.

En octobre dernier, j'ai passé quelques jours à Mexico pour visiter ma grand-mère paternelle. Nous marchions dans les rues de *Coyoacán* quand nous avons aperçu au loin la fameuse *Casa azul*, maison où Frida Kahlo a vécu une grande partie de sa vie et qui est maintenant un musée ouvert au public [1]. Je savais grand-mère fatiguée, mais elle a insisté pour qu'on la visite. Je n'ai pas contesté parce que s'il existe une personne encore plus têtue que moi, c'est bien *mi abuelita*.

Elle m'a pris par le bras. Nous avons parcouru chaque salle en silence. Elle a contemplé chaque œuvre sans ressentir le besoin de commenter. À la fin de la visite, elle m'a demandé de prendre une photo d'elle devant la maison de Frida.

Par le biais de son art, de ses toiles, Kahlo a peint avec justesse la souffrance, le corps mutilé de la femme. Pour les femmes mexicaines, Frida est celle qui fait rêver, celle qui n'a pas peur de sa sexualité et de son corps. Une femme qui, malgré les nombreuses épreuves, est restée forte

et s'est imposée dans un monde réservé aux hommes.

Si je vous partage ce moment avec ma grand-mère, c'est parce que je crois que son silence se traduit par bien plus que de l'admiration pour l'œuvre de l'artiste.

Pendant trop longtemps, les femmes vivant dans les pays d'Amérique du sud – partout dans le monde devrais-je dire – ont vécu dans le silence. Souvent, les femmes latino-américaines sont décrites comme des femmes fortes, au sang chaud quoi. Mais au-delà de la sphère familiale, leur voix n'a pas été toujours entendue. La prise de parole sur la place publique ne leur a pas toujours été destinée. Bien au contraire, à travers l'histoire, cela s'est avéré une occasion d'oppression et de censure. Or, au cours des derniers mois, un mouvement d'effervescence pour la cause féministe s'est propagé un peu partout en Amérique latine, mouvement qui n'est pas sans conséquence.

Le 25 novembre 2019, le Colectivo LasTesis (@lastesis), par l'entremise d'un projet artistique, soit une chanson agrémentée d'une chorégraphie, a investi la place publique. Dans l'une de plus grandes manifestations au Chili résultant de la crise sociale qui secoue le pays, des centaines des femmes ont entonné et dansé au rythme des paroles suivantes :

“Y la culpa no era mía ni donde
estaba ni como vestía
el violador eres tú...
El patriarcado es un juez
que nos juzga por nacer
y nuestro castigo es la violencia
que ya ves

feminicidio, impunidad para el asesino
es la desaparición, es la violación” [2]

Ce projet a pour objectif de dénoncer la violence que subissent les femmes lors de ces manifestations, sachant que des policiers en profiteraient pour commettre des attouchements sexuels et des viols. D'une seule voix, des femmes d'autres pays de l'Amérique latine se sont jointes à leur chant de l'Argentine jusqu'au Mexique en passant par la Colombie, le Salvador et bien d'autres pays.

Le 14 février, la mort de la jeune mexicaine Ingrid Escamilla a suscité une vague d'indignation et des nombreuses manifestations. Après avoir été poignardée par son conjoint, elle a été dépecée, éventrée, puis ses organes ont été jetés dans les toilettes de leur appartement, ces images ont été relayées par les responsables de la justice et de la police. Selon les plus récentes données de l'ONU, au Mexique, ce sont 10 femmes par jour qui perdent la vie en raison de leur sexe. Victimes de féminicide. Les manifestations se poursuivent, le 9 mars, une grève nationale a été convoquée afin de dénoncer les violences de genre. Le hashtag # *Un Día Sin Nosotras* (#*Un Jour Sans Nous*) est devenu viral, les femmes mexicaines souhaitent démontrer l'importance de ces dernières dans la société.

Le 2 février dernier lors du Super Bowl, Shakira et JLo ont été les figures étoiles pour la mi-temps. Certains ont apprécié, d'autres, non. Dans un contexte politique hostile pour les communautés latino-américaines aux États-Unis, la voix puissante de ces femmes a dérangé. Pour ma part, je retiens les mots de Jennifer Lopez en conférence de

presse : « When I think of my daughter, when I think of all the little girls in the world, to be able to have that and to see that two Latinas are doing this in this country at this time, it's just very empowering for us. ».

Enfin, pour ma part, je me joins à cette catégorie des femmes qui prennent parole à travers leur écriture [3]. Ainsi, je salue les femmes qui le font dans les rues ou qui arrêtent leurs activités le temps d'une journée. Ou encore, comme ma grand-mère, celles qui prennent le temps de se remémorer paisiblement ces moments de force grâce à une photo. Et alors, quel que soit la forme d'expression que leur voix prenne, laissons les femmes s'exprimer de la façon dont elles l'entendent.

--

Notes :

[1] Pour les intéressé.e.s: une exposition sur le modernisme mexicain et l'œuvre de Frida Kahlo se tient au Musée National des beaux-arts du Québec, jusqu'au 18 mai.

[2] Colectivo @LasTesis sur instagram

La coupable ce n'est pas moi, ni mes fringues, ni l'endroit

Le violeur c'était toi ...

Le patriarcat est un juge

Qui nous fait taire pour mieux régner

Et notre punition, c'est la violence réitérée

Le féminicide, impunité des assassins

C'est le viol

C'est les coups de mon conjoint

[3] Pour un autre exemple, d'une femme qui prend parole à travers sa plume, je vous invite à lire le percutant texte « Césars : Désormais on se lève et on se barre » de la romancière Virginie Despentes pour le journal *Liberation*.

| Équipe | Correction | À propos |
|--|---|--|
| <p>Grecia Esparza Rédactrice en chef</p> <p>Charles-Étienne Ostiguy Directeur automne 2019</p> <p>Dardia Joseph Directrice hiver 2020</p> <p>Camille Savard Directrice du financement</p> <p>Camille Rochon Directrice du contenu web</p> | <p>Anne-Frédérique Perron Directrice à la logistique</p> <p>David Houle Trésorier</p> <p>Ariane Boyer Correctrice en chef</p> <p>Beatrice Eng Directrice artistique</p> | <p>Adam Wrzesien</p> <p>Audrey Labrecque</p> <p>Diana Gueorguieva</p> <p>Gabrielle Daigneault-Demers</p> <p>Gabryele Haché</p> <p>Oriane Roy</p> <p>Noémi Brind'Amour</p> <p>Hubert Nunes</p> |
| | | <p><i>Le Pigeon Dissident Inc.</i> est une corporation indépendante de l'Université de Montréal, composée d'étudiants de la Faculté de droit de l'UdeM. <i>Le Pigeon Dissident</i> est un journal mensuel ayant un tirage d'environ 1000 copies par mois. La rédaction n'est pas responsable des textes et photos reçus. Les opinions exprimées dans les textes de ce journal sont exclusives à l'auteur et ne sont pas nécessairement celles partagées par les membres de l'administration du Pigeon Dissident. La reproduction, même partielle, des articles et illustrations pris dans ce journal, est strictement interdite, sauf avec accord de la rédaction.</p> |
| | | <p>Dépôt légal 2019 - Bibliothèque et Archives nationales du Québec</p> <p>Imprimerie Hebdo Litho</p> <p>Adresse 3200, Jean-Brillant, Suite A-2412, Montréal, Québec, H3T 1N8</p> <p>Tous droits réservés <i>Pigeon Dissident 2019</i></p> |

Investir les lieux de pouvoir



Alexandrine Lahaie

Le 14 février dernier, Emilie Nicolas et Me Nour Farhat sont venues à l'Université de Montréal lors du Colloque multidisciplinaire : voix féministes organisé par les comités féministes en droit, en philosophie, en études internationales et en sciences politiques pour un panel animé par l'étudiante Safi Nsiempba. L'ambiance a prêté à l'échange et les deux panélistes ont pu sincèrement partager leurs expériences et leurs conseils aux participant.e.s.

Le thème du panel, « Femmes racisées et lieux de pouvoir » a permis d'explorer les différentes problématiques qui limitent les femmes, et particulièrement les femmes racisées ou immigrantes, pour accéder à certaines positions de pouvoir et briser le « plafond de verre ». En effet, les lieux de pouvoir sont tous ces postes de direction, ces conseils d'administration ou encore ces espaces politiques et culturels. Notons aussi qu'en plus de subir cette discrimination verticale, les femmes subissent aussi une discrimination horizontale, ou les « murs de verre » comme Pre Isabelle Duplessis l'expose dans son cours « Féminismes, femmes et droit international » en traitant du texte de Kirsten Haack sur la notion du « boys club » à l'ONU [1]. Ce type de discrimination fait en sorte que les femmes au pouvoir sont souvent affectées à des portefeuilles genrés typiquement « féminins » comme la santé, la famille ou tout ce qui touche au « care » (notion faisant notamment

référence à l'éducation des femmes et qui tend vers l'empathie et le soin des autres) plutôt que l'économie par exemple. Dans son cours, Pre Duplessis met en exergue deux types d'obstacles à l'accès et au maintien au pouvoir pour les femmes soit premièrement, le harcèlement sexuel au travail et l'intimidation et deuxièmement, le fait que les femmes au pouvoir n'ont pas le droit à l'erreur et sont scrutées et jugées plus sévèrement : chaque échec remettra directement en question leurs compétences. Rajoutons à cela le racisme et les préjugés qui touchent les femmes racisées et il est évident qu'il leur est plus difficile de se faire une place au sein des lieux de pouvoir.

Ainsi, durant le panel, il a été notamment question de la violence en ligne ou des « trolls » qui visent de façon plus importante les femmes et surtout celles faisant partie de minorités ethniques. Ce phénomène n'est pas anodin : selon un rapport de l'ONU de 2015, 73 % des femmes qui utilisent Internet sont touchées par la cyberviolence plus ou moins directement [2]. Ce harcèlement virtuel peut prendre plusieurs formes, de l'intimidation, à l'humiliation publique ou encore des menaces à l'intégrité physique. Les femmes, minoritaires dans l'espace public, doivent donc en plus faire face à ce harcèlement et ces propos haineux de manière disproportionnée par rapport aux hommes.

Les panélistes ont aussi pu aborder le sujet de la Loi sur la laïcité de l'État ou Loi 21, qui a eu un impact direct sur

l'avocate Nour Farhat dans son cheminement professionnel. En effet, alors qu'elle finissait une maîtrise dans le but de devenir procureure de la Couronne, la loi est entrée en

« Les changements ne se feront pas d'eux-mêmes malgré la présence de plus en plus importante des femmes dans les universités. »

vigueur et Me Farhat n'a conséquemment pas pu accéder au poste pour lequel elle avait étudié. Dans une lettre ouverte, cette avocate souligne qu'il « s'agit là d'un véritable obstacle à l'accès à l'emploi des avocates et avocats appartenant à des minorités religieuses. [...] la séparation de l'État et de la religion et la neutralité religieuse ne devraient être des obstacles au droit à l'égalité, ils se doivent plutôt de protéger les membres de la société, notamment contre l'ingérence des autorités religieuses dans les institutions étatiques ».

D'ailleurs, dans le livre « Le Boys Club » de Martine Delvaux, l'auteur souligne comme facteurs à la présence dominante des hommes au pouvoir le fait que ce phénomène est toléré et peu remis en question. Delvaux explique : « Cette domination masculine aux allures bureaucratiques tant elle est normalisée, qui a pour effet d'effacer la conscience des

individus et de la remplacer par des idées toutes faites, des clichés qui sont autant de refus de penser » [3].

Je considère aussi que la remise en question et l'action sont nécessaires, et, à mon sens, une des seules mesures vraiment efficace pour remédier à ce problème est l'instauration de quotas. Les changements ne se feront pas d'eux-mêmes malgré la présence de plus en plus importante des femmes dans les universités. L'exemple de la Norvège parle pour lui-même : à la suite de quotas visant les conseils d'administration des entreprises en 2003, la présence des femmes a passé de 6 % à 40 % en dix ans [4].

Enfin, les femmes et les femmes racisées devraient pouvoir accéder au pouvoir autant que les hommes sur la base d'un principe non seulement d'égalité, mais aussi de celui voulant qu'il est fondamental d'avoir la vision de ces femmes dans la prise de décisions qui les touchent en tant que citoyennes.

Sources

[1] Kirsten Haack, « Gaining Access to the "World's Largest Men's Club": Women Leading UN Agencies », (2014) 28/2 Global Society 217-240.

[2] *La liberté d'expression des femmes est brimée par les trolls, dénonce Lili Boisvert*, Radio-Canada, 1er mars 2017.

[3] Martine Delvaux, *Le Boys Club*, Les éditions du remue-ménage, Montréal, 2019, p. 136.

[4] *La Norvège impose des quotas aux entreprises*, Courrier international, 7 décembre 2005; *Femmes sur le C.A.: l'exemple de la Norvège*, Maxime Bergeron, La Presse, 15 octobre 2013.

Table des matières

| | |
|---------------------|-------|
| Féminisme | 2-3 |
| Entrevue | 4 |
| Identité | 5-9 |
| Environnement | 10-11 |
| Faculté | 12-13 |
| Histoire | 14-15 |

Entretien avec Frédéric Bérard

Une carrière en journalisme : une contribution à saveur démocratique



Grecia Esparza et Camille Savard
Rédactrice en chef et Directrice
au financement

Notre Faculté, émergent tout juste de la folle course aux stages, nous avons pensé à Frédéric Bérard, chargé de cours à la Faculté, qui répète souvent à ses élèves que l'on peut faire autre chose que de travailler dans un bureau d'avocat, qu'il est même permis de faire carrière ailleurs que dans le domaine du droit. Surtout, le plus important reste d'aimer ce que l'on fait.

Nous l'avons interrogé sur ses nombreux voyages à l'étranger à partir desquels des reportages vidéo et des chroniques sont publiés.

Q : *Tout récemment, vous êtes passé par le Chili, le Brésil, la Colombie. Qu'est-ce qui vous motive à le faire ? Quel est votre but ?*

R : Je pense que de moins en moins le journalisme s'intéresse à ce qui se passe à l'international. Selon moi c'est un manque de ne pas pouvoir savoir ce qui se passe à l'extérieur, c'est important pour pouvoir faire des liens avec ce qui se passe ici, éviter les mêmes erreurs, faire du droit comparé. Un État de droit, ça s'évanouit très très très rapidement, ça c'est la première raison. La deuxième, bien franchement je suis rendu dans une étape dans ma vie où je commence à réaliser ce qui se passe au Québec, au Canada, c'est assez plate. Je pense qu'il y a des enjeux à travers le monde qui méritent plus d'attention, qui sont plus importants. On ne change pas la société à coup de petits canapés dans les cocktails ou salles de réunion...

Q : *Selon vous, en rapportant l'information ici, avez-vous l'impression d'aider le groupe qui traverse la crise en offrant une forme de visibilité, ou plutôt d'aider les Québécois ?*

R : Je n'ai pas la prétention de dire que j'aide qui que ce soit, surtout pas celle d'aider des gens qui sont coincés dans une thématique là-bas. Je me dis que si ça peut apporter un petit éclairage sur ce qui se passe et que l'on puisse en retenir une certaine leçon, c'est déjà bien. Et je sais que ce genre de reportage peut intéresser des Québécois qui sont d'origine chilienne, brésilienne. En même temps, je le répète, je n'ai pas du tout la prétention de les aider, mais tant mieux s'ils s'intéressent, tant mieux surtout s'ils voient ça comme une forme de respect pour ce qui se passe chez eux.

De manière plus générale, je pense que si ça peut susciter des réflexions sur les dérives de l'État de droit, sur les dérives démocratiques, ne serait-ce qu'en se comparant avec ce qui se passe à l'étranger, tant mieux.

Q : *Les gens sont-ils généralement ouverts à vous parler ?*

R : Je n'ai pas vraiment mémoire de cas précis où quelqu'un a refusé de me parler. Je ne fais pas ça pour la notoriété, pour gagner un prix Pulitzer, le but c'est vraiment d'établir une relation de confiance. Les gens se livrent de manière assez ouverte, je dirais. N'importe quel humain souhaite que l'on s'intéresse à sa situation problématique, en faisant des reportages comme ça, c'est un peu ça que je fais. Je m'intéresse à

ceux et celles qui vivent des situations humaines difficiles du fait du politique et des situations économiques. Quand tu leur parles et que tu leur dis « raconte-moi ton histoire », c'est rare qu'ils disent non, au contraire ils veulent avoir un micro, ils veulent raconter et on est tous pareil, c'est la même chose au Québec.

Q : *Lors votre dernier voyage, quelle rencontre fut mémorable ?*

R : Très facilement celle avec un petit gars qui s'appelle Gabriel, que j'ai rencontré dans une favela, justement en décembre dernier (Gabriel est le deuxième sur la photo à partir de la droite). On parle d'un petit gars qui veut devenir joueur de soccer professionnel parce que c'est peut-être sa seule manière de sortir de la favela, de se rendre à l'âge adulte. C'est aussi une des seules façons qu'il a d'éviter le crime organisé qui n'est pas seulement présent, mais qui contrôle la favela parce que l'État s'est complètement désengagé. Ce petit garçon-là qui doit avoir 15 ou 16 ans c'est pour moi un modèle de candeur, de résilience. Il est au courant de ce qui se passe dans la favela, il voit les AK-47, il a des amis qui sont décédés, malgré tout il reste d'un positivisme incroyable. Il a même dit qu'il aimerait devenir policier. Cette rencontre-là m'a bouleversé, je suis sortie de là ayant l'impression que c'était clair que je ne le reverrais jamais, à moins d'un renversement de tendance important, ce qui avec Bolsonaro, n'est pas près d'arriver.

Q : *Vos voyages, c'est aussi une histoire de confiance, vous comptez sur des gens pour vous guider dans certains endroits dangereux. Vous sentez-vous toujours en confiance ? Avez-vous parfois l'impression d'aller trop loin, ou c'est plus tard que vous prenez conscience du danger ?*

R : Quand j'étais avec les gilets jaunes en France, j'étais vraiment en première ligne et personne ne me guidait là-bas, c'était assez fou. Au Chili avec les tanks, les militaires c'était assez fou aussi. D'ailleurs je me suis fait traiter de casse-cou par plusieurs personnes dans le domaine journalistique, il semblerait que je m'approchais trop.

En gros, je sais que je sais que je suis kamikaze, je sais que c'est dangereux, je sais que ça pourrait mal finir. Les gilets jaunes un peu moins quand même, mais au Chili avec les armes c'était autre chose.

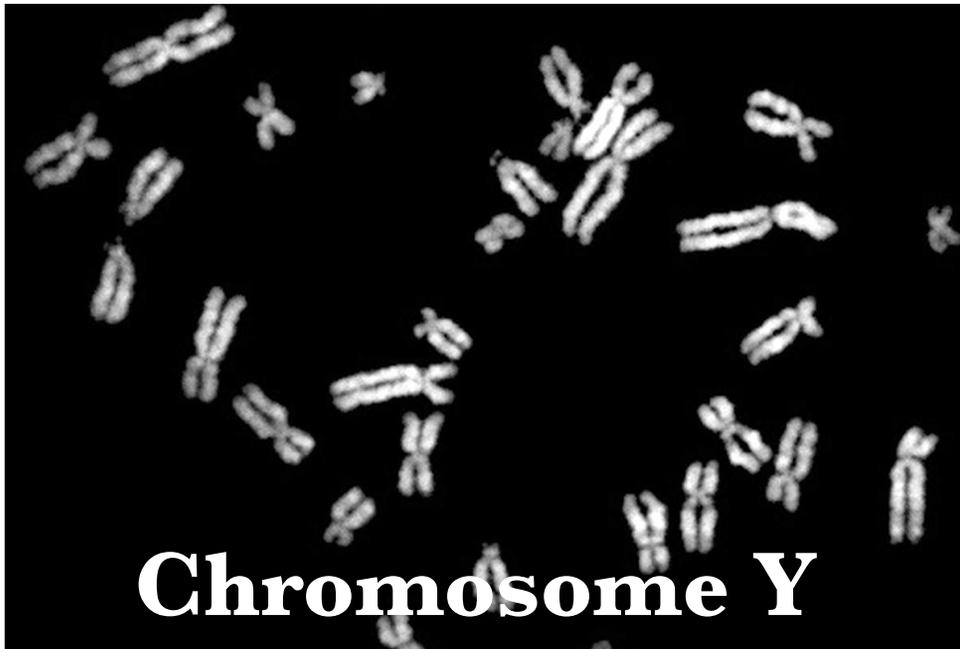
Par exemple, au Brésil pendant que je terminais ma vidéo dans la favela, les gens avec qui j'étais m'ont dit que c'était le temps de terminer parce qu'ils n'étaient pas responsables des gens derrière qui pouvait décider de tirer, ne sachant pas qui j'étais. Tout ça, c'est des choses que je savais sur le coup ou dont j'étais conscient avant. Je ne pense pas que ce soit une question d'adrénaline, je me dis que pour que ça ait une valeur, il faut que ce soit dangereux un peu, autrement ça ne donne rien et si jamais il m'arrivait une bad luck ce serait ben plate, mais quelque part on appelle ça le destin et c'est tout, je ne me formalise pas trop de ça.

Q : *Vous vous retrouvez parmi des victimes, face à des drames humains, à des choses qui peuvent vous bouleverser profondément. Où est-ce qu'on trouve la force pour continuer le périple ?*

R : J'ai eu beaucoup de misère avec quelques voyages, mais mon dernier a été le pire, psychologiquement parlant je n'allais pas très bien, en plus c'était le temps des fêtes et j'étais à l'autre bout du monde à côtoyer la misère. Je dis misère, mais c'est plutôt de l'injustice, ce qui est encore pire. J'ai trouvé ça très tough, j'étais très ébranlé revoyant ma fille après. Le plus étonnant c'est qu'en quelque sorte, ça redonne un sens à ma vie professionnelle. Lorsqu'on voit des choses comme ça on a deux choix, soit qu'on ne le fait plus du tout parce que c'est trop difficile ou au contraire on justifie le fait que c'est nécessaire. J'ai failli laisser tomber quelques engagements au Québec pour rester plus longtemps et ne pas revenir. Je ne voulais pas revenir à Montréal parce que c'est à ce moment-là que tu réalises qui a pas mal de choses insignifiantes et c'est ça que j'essayais d'éviter en restant à l'étranger. Je parle seulement pour moi, mais on dirait que plus c'est difficile humainement, psychologiquement, plus tu considères que c'est d'autant plus nécessaire d'être là.

Q : *Avez-vous un message pour les étudiants qui ont l'impression de chercher leur place dans le monde juridique ?*

R : Je me suis toujours dit que le droit ce n'est pas une finalité. Seulement un outil à des fins de justice sociale. Mon rêve c'est que les prochains juristes soient des architectes sociétaux, pas uniquement une chaîne supplémentaire à la machine.



Ré Poulin

Représentant de 2^e année pour le Comité Diversité

Salut à toi,

Si tu l'ignores, je suis le représentant des 2^{èmes} années au sein du Comité diversité de la Faculté, comité LGBTQ+. Recruté l'an dernier par une amie, j'ai choisi d'y rester pour assurer qu'il y ait au moins une personne trans dans l'exécutif. L'identité de genre me semble un sujet tellement banal, je m'étonnais qu'on me demande d'en faire un article. Je n'ai pas d'expertise quant aux théories de genre, je ne suis pas particulièrement activiste pour la communauté. Dans ces circonstances, je vois mal comment décrire cet article comme autrement qu'un exercice de voyeurisme, d'extraction de mon expérience, exercice auquel je me soumetts sans plaisir. Tenter de discuter d'identité de genre avec des personnes hors de la communauté ressemble à une discussion juridique avec des non-juristes; pratiquement impossible. Définir les termes, mettre en contexte, donner des explications tellement de base qu'on en perd la substance de l'échange. Ceci ne sera pas un cours d'identité de genre 101, parce que je ne pense pas être qualifié, parce que 1 200 mots me semblent bien peu pour de telles prétentions, mais aussi parce que ça ne m'intéresse tout simplement pas.

Transphobe : étymologie ; trans (lat.) : « au-delà, exprimant l'idée de changement, de traversée » ; phobos (grec) : crainte, peur, terreur. Averroès, philosophe médecin et juridique au 12^{ème} siècle, affirmait « l'ignorance mène à la peur, la peur mène à la haine, la haine conduit à la violence... ». Transphobe, bien qu'à première vue une insulte, souligne plutôt maladroitement l'ignorance quant à l'existence d'autre identification que celle imposée à la naissance. L'ignorance n'étant pas non plus une insulte, mais une constatation du manque d'information, l'inconnu engendrant peur et méfiance. Dangereuse crainte, pour les personnes trans, qui amène son lot de

violences quotidiennes : la peur de sortir seul.e et de se faire agresser, la difficulté à trouver un emploi, le rejet familial et du cercle social.

Si l'éducation réduit l'ignorance, il ne peut cependant être imposé ni aux personnes trans, ni aux autres minorités, d'être des dictionnaires ambulants. Le fardeau de l'éducation doit peser du côté de la majorité, particulièrement dans cette époque d'hyper-accessibilité à l'information. Par manque de temps ou de volonté, c'est de tomber dans la facilité que de questionner impudiquement un individu concerné. Même avec des gants blancs (c.-à-d. de manière autre qu'un message privé me questionnant sur mes organes génitaux), mon énergie ne sera pas utilisée à satisfaire vos curiosités. Je ne souhaite pas être connu comme la personne trans, je suis bien d'autres choses, j'ai tellement d'autres intérêts, pourquoi dois-je perdre mon temps à justifier qui je suis ? Quelle pression que celle de représenter « la communauté », groupe hétérogène, avec lequel je n'ai bien souvent en commun que mon identité de genre.

« Réaliser et admettre qu'on a (in)volontairement perpétué un préjugé, c'est permettre, d'abord à soi-même, éventuellement à autrui, d'ouvrir ses horizons en construisant une société plus inclusive. »

Désapprendre ce qu'on nous a enfoncé dans le crâne depuis la naissance prend des années, de l'écoute et de l'humilité. Accepter la constante remise en question des conventions, normes et « traditions ». Moi aussi, je glisse parfois sur des stéréotypes genrés, hétéronormatifs ou centrés sur la monogamie. Réaliser et admettre qu'on a (in)volontairement

perpétué un préjugé, c'est permettre, d'abord à soi-même, éventuellement à autrui, d'ouvrir ses horizons en construisant une société plus inclusive. Se faire call-out, est en fait une marque de respect, à mon avis ; je pense que mon énergie sera utilement dépensée à t'informer, en espérant que tu deviennes, à ton tour, une courroie de transmission de l'information, aidant à ton tour à déconstruire tes proches.

« Sache que je n'ai jamais été plus près du bonheur que depuis que je refuse les normes sociales qu'imposent le genre assigné à la naissance et la binarité. »

Heureusement, le changement semble s'effectuer tant bien que mal dans ce « repère de gauchistes » qu'on nomme université. Depuis fin janvier 2020, l'Université de Montréal permet aux étudiant.e.s d'utiliser leur prénom usuel plutôt que leur nom légal à quelques endroits, dont sur la carte étudiante. Il s'agit d'une avancée importante pour les universitaires et le personnel, qui n'auront plus à expliquer la discordance entre leur prénom courant et celui administratif. En plus de la carte étudiante, l'adresse courriel institutionnelle et, je l'espère, l'inscription aux activités de développement professionnel, seront sous le prénom choisi. Plus récemment encore, l'établissement a publié un guide d'écriture inclusive, pertinent, mais présentant encore de nombreuses lacunes, dénoncées par les militant.e.s. Quelle chance avons-nous, chères personnes queer, de fréquenter un établissement aussi acceptant !

Au-delà de cette apparente tolérance, notre université est la dernière à Montréal à adopter ces politiques, et pas de bonne volonté. Alors qu'une politique d'utilisation du prénom courant est en place depuis 2012 à Concordia, 2013 à McGill et 2018 à l'UQÀM, l'administration de l'UdeM a fait la sourde oreille aux demandes du Groupe d'action trans de l'Université de Montréal (GATUM) pendant près de six ans. Ce n'est qu'en 2019, à la première participation d'un cortège de l'Université au défilé de la Fierté, que les revendications ont attiré l'attention des médias, forçant l'administration à faire le minimum pour l'inclusivité.

Malgré les nombreux mois qui se sont écoulés entre la Fierté d'août 2019 et l'entrée en vigueur des mesures en janvier 2020, je ne peux qu'être déçu de l'efficacité des procédures administratives mise en place. Un formulaire ardu à compléter, une demande séparée pour le changement

de l'adresse institutionnelle, une autre pour la carte étudiante. Plus d'un mois après avoir effectué ces procédures, la liste de présences pour les examens et pour les cours n'ont pas été modifiées : il reste encore des démarches administratives pour que la Faculté se conforme aux politiques de l'université. Que d'énergie dépensée pour simplement être traité avec dignité, par un organisme public qui a la réputation d'être l'épicentre des luttes sociales.

Si seulement les embarras vécus à l'université n'étaient que cette porcherie bureaucratique. Encore aujourd'hui, je dois courir aux rares toilettes non-genrées de la Faculté, pour éviter les regards inconfortables dans les toilettes régulières, chez les hommes comme chez les femmes. Encore aujourd'hui, certain.e.s étudiant.e.s de la Faculté tentent de me confronter, affirmant leur rejet des découvertes scientifiques récentes sur le sexe et le genre. Écrivant ces lignes, il est manifeste que l'identité de genre n'est pas un sujet si banal, même pour une population aussi éduquée et privilégiée que celle de la 99^{ème} meilleure Faculté de droit au monde.

Salut à toi, individu qui ne s'est jamais questionné sur son genre, et malgré tout peut-être pas si cisgenre. J'ai peur que les difficultés décrites ne dépeignent un carnet de route quelque peu effrayant de l'affirmation de soi. Sache que je n'ai jamais été plus près du bonheur que depuis que je refuse les normes sociales qu'imposent le genre assigné à la naissance et la binarité. Se questionner sur son identité, c'est se permettre une liberté infinie, émancipation ultime dans cet environnement néolibéral ultra-normé. À se faire répéter ad nauseam ce qu'on devrait être, il est difficile d'imaginer le soulagement qu'amène la libération graduelle de ces carcans sociaux. Être, c'est lutter ; vivre, c'est vaincre ; la simple affirmation publique de qui je suis sert largement à moi-même et à la communauté. Ni moi, ni aucune personne queer ne devrait ressentir le besoin de s'expliquer pour avoir le droit d'exister pleinement.

Salut.

— — —

Ressources :

- Formation Trans-diversité catalogue.edulib.org/fr/cours/UMontreal-DSG101/
- Groupe d'action trans de l'UdeM (Facebook) [trans.umontreal@gmail.com](https://www.facebook.com/trans.umontreal@gmail.com)
- Chaire de recherche du Canada sur les enfants trans et leurs familles jeunestransyouth.ca
- Centre de lutte contre l'oppression des genres (Centre for gender advocacy) desluttesgenres.org

Source :

La Faculté de droit encore dans le top 100 mondial ! [en ligne], publié le 7 novembre 2019.

Miranda Lalla

I met Karih in eighth grade. We were both at the tail-end of brief stints with plaid skirts and kneesocks, and would soon find our places at co-ed public schools on opposing sides of the city. Once trips to the mall turned monotone, boys-school-dance-dates forgotten, and the last birthday candles blown, Karih and I's friendship fell to the grips of time, and we eventually lost touch and knowledge of each others' quiet existences. Teenage years are like that, though: a self-centered, single-protagonist indie film, over before the credits can even roll.

Despite the insecurities, fears, and growing pains, Karih seemed to have it all together. She succeeded at the whole teen thing, if only by the simple fact that everyone knew her name. First of all, she was head-turningly beautiful. Yet, somehow, despite it, her appearance took even the backseat to her sheer confidence--she was mind bogglingly intimidating for someone with such a small stature and a sweet, sing-songy voice. She had the social ease of a debutante, the closet of a whole, grown woman, and the even skin tone of a l'Oréal model.

Also, she lived on a reservation.

Karih and I were set off on different paths at a very young age. While the Kahnawà:ke Education Center's curriculum focused on the Mohawk language and First Peoples' History, I lacked basic knowledge of the existence of them. On the other hand, the simple fact that my school fell within the jurisdiction of the Education Minister ensured my success at higher education--the same could not be said for Karih, who began learning french in the fifth grade, and followed a much less rigorous math program.

"The simple fact of the matter was that the students on the South Shore's Mohawk reserve were not being educated to leave it," Karih explained to me, flustered. She had seen her graduating cohort move from rowdy classrooms to drug dealing at the local high school, an education level at which they would stay immobilized: university graduation rates on Kahnawake hover around 9 %, compared to the nation average of 54. Understimulated, resentful of their lack of opportunity, and cut off from the world so close to them, the effects of social isolation on Kahnawake hand heavily in the air.

It goes without saying that the point of this article is not to debate whether the chicken or the egg came first. Kahnawake's education system is the consequence of a large, historical nest of eggs from Canada's colonial past, leading to the creation of one people's intergenerational trauma. The

My friend, Karih



Illustration par Jennifer Lynch (@jlynch.h)

Kahnawake schoolboard is tasked with both healing a broken past and building a successful future generation, with half of the resources it takes Quebec students to fulfil one of those roles. Adding socioeconomic strains and a shattered morale to the equation, all odds remain stacked against Kahnawake youth--it was decided that Karihwenhawi would start high school off of the reservation.

As members of two sister schools in a century's long tug-of-war for the attention of one Jesuit boys' school, Karih and I appeared to live a lot of the same day-to-day. We survived four periods a day, girl cliques, and band class. I yawned through mass while Karih, aware of the near past of residential schools and assimilation attempts by the catholic church, quickly learned the importance of holding her tongue.

"It's a lot on a kid, you know?," she explained, in retrospect, "learning from a young age that the pain your people suffered is not a recognized truth. It makes you wonder if the things you know are wrong. If you, in your faith and beliefs, are wrong." But to her, this, along with the shock of education competencies she met with difficulty, was a minor inconvenience. There would be others, too.

At 13, with the wave of hashtagged instagram movements and accredited social implication, every young white woman seemed to become a burdgeoning version of a fierce activist. Personally, I remember believing that I was a role model for sustainability by buying a new, pastel-hued reusable water bottle every month. As Quebec history classes started with instruction on the basics of Language families in Canada, dipping lightly into their contemporary

lives, so did our great awareness of their presence. Soon enough--you guessed it--people took an interest in Karih.

"We have one of those!," she recalls, with a sour laugh, "the white saviour complex starts young." She swallowed her pride. She had friends, and received very few questions about her nautical methods of transport to school; as an eighth-grader, could you really ask for more?

As for me, I eventually got tired of my establishment's creaky wooden floors, and opted to spend the ninth grade the secular, co-ed way. Around the same time, Karih's school shut down. Apparently 5 figure tuitions and baker's-dozen class sizes were not enough to sustain the institution. She, too, had to start from scratch.

However, where I was a healthy, growing plant, plopped now into soil catered to my needs, Karih was a bud in a forest fire: unaware that she'd live through a prelude of heat, the wreckage of flame, and the task of a rebuild. She'd soon discover that there is nothing more familiar to a Rez kid than the crushing inevitability of an unstoppable cycle.

Karih's new school could be summed up in very few words: rich, ignorant, and oftentimes, cruel. Where her old classmates showed indifference to her culture, there was now an active disdain for it. Gone were the days of Indigenous resource counsellors, and the occasional nod of familiarity to the other Rez girl in the building. Here, tormented by self-hatred and a growing resentment for the identity that left her cast aside, Karih had a decision to make: to stand by her roots, or to be someone new.

She chose the latter.

Here, when she wore her makeup a certain way and parted her hair like everyone else, she was more than accepted: Karih was cool. The social scene was as dramatic as CW weekend programming, but staying on the inside kept her sheltered, so long as she kept playing the part she was assigned. And for a while, that was enough.

But, alienated from her body, values, and community, Karih's mental health began to suffer the toll of her drawn-out identity purge. Excessive alcohol and reckless behaviour proved, through time, to be an ineffective solution, leaving her class attendance to dwindle and die. Unable to keep up with the social scene out of pure apathy towards it, Karihwenhawi was left in the dust of the world around her. She spent her lunchtimes alone, and, by the tenth grade, had fallen into her first depressive episode.

The next year of Karih's life was a blur. Self-harm incidences prompted her to get help, but, wherever she looked, she found a system unequipped to deal with her situation. Every professional assessment pointed to nothing more constructive than the words printed on her file: Karihwenhawi Kirby, depressed, Indigenous, young adult. Gone was the burden of choosing an identity, she supposed.

The process of healing, for Karih, began with a return to her community. After approval from her doctors, Karih embarked on a holistic, spiritual regiment of treatment, offered on the reserve itself. This resource, based on mind-body healing, incorporates practices stemming from the Mohawk worldview, enticing her to use her indigenous identity as a source of strength rather than vulnerability. However, it is worth noting that, although remaining an effective method of treatment for mood-affective disorders among the youth of Kahnawake, holistic treatment is not widely accessible, due to its high price tag. Teens on the reserve, then, suffering from high rates of depression, substance abuse, and suicidal behaviour, remain tethered to mental health resources not catered to their needs.

In reconnecting with Karihwenhawi years later, I wound up, face-to-face, with not only the true meaning of the strong Indigenous woman, but with my own ignorance on the realities she suffered to get there. Now a makeup artist and student on the brink of a career in the film industry, Karih hopes to show other Mohawk youth, born of a culture rich with art, storytelling and creativity, that they will always be deserving of a seat at our table.

As for us? Simple: it's our duty to make the room for them there.



L'identité, d'un océan à l'autre

Laurent Rioux-Boivin

« Il n'existe pas de Canadien modèle ou idéal... Une société qui met l'accent sur l'uniformité en est une qui crée l'intolérance et la haine. Ce que l'on continue de chercher au Canada sont les valeurs humaines : la compassion, l'amour et la compréhension. » Ces mots de Pierre-Elliott Trudeau incarnent la vision qu'il se faisait de la société canadienne; une société pluraliste, œuvrant d'un multiculturalisme décomplexé et dont l'identité repose sur l'ouverture à l'Autre.

Le conflit ferroviaire actuel met inévitablement au défi cette soi-disant identité canadienne; les barrages érigés en solidarité à la nation wet'suwet'en en sont le baromètre. Mais encore plus, ce conflit redéfinit (ou déchire) la base même de cette identité canadienne, terme en soi illusoire, en édifiant la « confédération » comme un pays atomisé (et non pluraliste).

La fracture première est explicite : « shut colonial violence », « reconciliation is dead », « paramilitary invasion on indigenous land ». Ces slogans brandis sur les pancartes de manifestants relatent un conflit direct entre le gouvernement canadien et les nations autochtones. Rejetant un néocolonialisme effronté, les manifestants ligués aux côtés des chefs héréditaires se portent à la défense d'un enjeu qui dépasse largement les frontières du pipeline Coastal Gaslink et même celles de la cause autochtone.

Cependant, œuvrer pour cette dissidence des chefs héréditaires face au pipeline en construction n'est pas une panacée au support des Premières nations du Canada. L'enjeu est beaucoup plus complexe, beaucoup plus profond.

En entrevue pour *The Globe & Mail*, une matriarche wet'suwet'en soulevait sans gêne son opposition, ainsi que celle de son entourage, au

mouvement de protestation. D'autres mentionnent les retombées économiques du projet et le malaise face au pouvoir décisionnel des chefs héréditaires, ceux-ci n'étant pas élus et ne représentant pas nécessairement l'opinion commune de la nation. À cela, il est facile de répondre que la pauvreté endémique des réserves est connue et que les chefs de bande, quoi qu'élus, se sont imposés comme mode de gouvernance par la *Loi sur les Indiens*, vraie bible du colonialiste. Plus difficile est de cerner ce que veulent exactement les wet'suwet'en. Et ce n'est pas en campant le gouvernement canadien d'un côté et les autochtones de l'autre qu'un consensus sera trouvé, qu'une identité sera établie.

Au contraire, cette dichotomie triviale ne rend pas compte des dissensions présentes entre les autochtones eux-mêmes; assimiler les Premières nations en une seule entité est un geste bancal, tant de la part du gouvernement que des manifestants qui peuvent, au final, en venir à s'approprier la cause autochtone pour d'autres fins.

Mais ce n'est pas que l'identité partagée entre Autochtones, gouvernement canadien et manifestants qui se trouvent minée. Celle des provinces l'est aussi, tant entre elles qu'à l'égard du fédéral et des Premiers Peuples.

Andrew Scheer, arqué dans sa position de chef d'opposition conscient que ses mots ne feront jamais place à l'action, a prôné la main dure. Envoyer l'armée. Justin Trudeau, en modéré, prêche le dialogue.

Cette attitude n'est pas celle endossée par les provinces. Celles-ci, préférant une action concertée entre elles et une pression plus assumée de l'exécutif fédéral, ne cachent pas leur mépris envers l'autonomie et le statut de nation des Premiers Peuples. En effet, les provinces canadiennes entretiennent

cette rupture entre institutions coloniales et autochtones en souhaitant voir les chemins de fer libérés et l'activité économique reprendre son cours en ignorant (ou effaçant) toute considération d'un point de vue autochtone.

« Et ce n'est pas en campant le gouvernement canadien d'un côté et les autochtones de l'autre qu'un consensus sera trouvé, qu'une identité sera établie. »

Le premier ministre François Legault est de ce lot. Son cabinet ne s'est pas fait attendre pour demander une sortie rapide de cette paralysie ferroviaire, rabattant lâchement tout le poids de l'action sur la responsabilité du fédéral.

En visionnaire d'un Québec Inc. guidé par les simples intérêts commerciaux, l'Assemblée nationale caquiste n'hésite pas à user d'une rhétorique frondeuse, parlant d'une population « prise en otage ». Ce gouvernement « pragmatique » voit dans cette mise à pied des 450 travailleur.e.s du CN une conséquence navrante de la lutte « idéaliste » des autochtones pour le respect de leurs terres plus qu'une instrumentalisation des employé.e.s pour faire pression sur les acteurs gouvernementaux. Considérant surtout que l'entreprise a enregistré un bénéfice net de 1,134 milliard de dollars, en hausse de 18 %.

Or l'identité québécoise, dans ses relations avec les Premiers Peuples, n'est pas de cette trame. Plutôt que de procéder par coups d'injonctions et de pressions économiques, le Québec a eu l'habitude d'entreprendre des négociations authentiques et égalitaires, des dialogues de nation à nation. Si le Québec peut se distinguer fièrement

par son nationalisme, c'est inévitablement par cette recherche du *consensus* qui a mené à la conclusion d'accords historiques. La Convention de la Baie-James, la Convention du Nord-Est ainsi que la Paix des braves font partie de ce lot. Ajoutons à ceux-ci la Grande Alliance, scellant un accord de 4,2 milliards de dollars entre le gouvernement caquiste et la nation Cri. Comme quoi lorsque le portefeuille de François Legault va bien, son nationalisme est capable d'être *québécois*.

Au final, ce qui prend racine dans une opposition des chefs héréditaires wet'suwet'en ratisse beaucoup plus large que ce conflit précis; cette dissension précise en fait ressortir d'autres. Le désaccord entre les chefs héréditaires et les chefs de bande rappelle celui des Canadiens face au pétrole qui lui-même rappelle les tensions entre les provinces et le gouvernement fédéral.

Alors que certains voient dans l'attitude du gouvernement Trudeau un ton réconciliateur et une médiation modérée, d'autres estiment que le racisme systémique et le néocolonialisme endémique modulent les institutions publiques, les discours et les gestes des gouvernements.

Le consensus est difficile. Définir le Canada, les Premiers Peuples et les provinces autour d'une identité commune est une entreprise ambitieuse d'une envergure certaine. Une vision manichéenne des choses n'aidera en rien. La crise ferroviaire ne peut se résumer à un conflit passager dans lequel les parties vont s'arquer dans leurs positions respectives. Si une chose est à retenir de cette impasse, c'est bien une réflexion sur le partage d'une identité partagée fièrement. Chose opportune, si on se rappelle que le chemin de fer promis par la John A. Macdonald lors de sa campagne de 1870 avait justement pour but d'unifier le Canada, « d'un océan à l'autre ».



Québec : Entre tradition et révolution

Noémi Brind'Amour-Knackstedt

En articulant la ligne éditoriale autour de la question identitaire, le *Pigeon Dissident* encourage le foisonnement de réflexions existentielles. Pour les juristes fidèles à la maxime latine *dura lex, sed lex*, l'identité se réduit à l'état civil. En sautant du côté de la politique, l'identité d'une nation se traduit par son unicité. Du point de vue sociologique, l'identité est perçue comme un ensemble de caractéristiques d'une personne qui influencent autant son comportement que ses relations sociales.

Notre identité est donc indicible. Notre identité surpasse toute expression. Sujette à une interprétation large et généreuse, notre identité inclut autant nos expériences et nos valeurs, que notre culture et notre mémoire.

Si circonscrire l'ADN d'un seul être humain représente une mission fort complexe et délicate, imaginez donc l'analyse du génome de la société québécoise.

La firme de sondages Léger a réussi haut la main ce pari audacieux en publiant en 2016 *Le Code Québec : Les sept différences qui font de nous un peuple unique au monde* (ci-après, « Code Québec »). Cet ouvrage dresse un portrait des Québécoises et des Québécois en sept traits.

« Les Québécois sont un mélange de folie latine (1. **Heureux**), de tolérance amérindienne (2. **Consensuel**), de flegme britannique (3. **Détaché**), d'obédience catholique (4. **Victime**), de ténacité nordique (5. **Villageois**), de créativité française (6. **Créatif**) et d'optimisme américain (7. **Fier**). »

- Jean-Marc Léger, président de Léger et co-auteur du livre *Code Québec*

La nouvelle décennie, quant à elle, s'est amorcée par l'entrée en vigueur de l'examen sur les valeurs québécoises, un outil promulgué par le gouvernement caquiste destiné au contrôle de l'immigration. Ce test s'inscrit dans les objectifs de francisation et d'intégration,

conformément au ministère de l'Immigration du même nom. Néanmoins, l'échec à cet examen n'entraîne pas systématiquement l'expulsion. En effet, il est toujours loisible d'effectuer une reprise ou bien encore de suivre une formation. En soi, le test n'est pas choquant dans la mesure où l'Ontario en comporte déjà un vis-à-vis l'obtention de la citoyenneté. En outre, pour préparer les nouveaux arrivants à ce test, le gouvernement Legault a publié en ligne le *Guide pratique des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises*. Celui-ci résume lesdites valeurs à cinq piliers, lesquels sont la francophonie, la démocratie, l'égalité entre les sexes, les droits et devoirs des Québécoises et des Québécois et, enfin, la sacro-sainte laïcité.

Si les caractéristiques énoncées par le Code Québec constituent l'identité des Québécois et des Québécoises selon la perspective *sociologique*, les valeurs édictées par le gouvernement provincial agissent à titre facteurs délimitant l'identité du fleurdéliné.

Alors, comment les qualités et les idéaux du Québec interagissent-ils entre eux ? Il faut également considérer les contradictions que triment la société québécoise.

Le Québec, une société francophone

Grand amoureux de la langue de Molière, le Québec multiplie les occasions pour promouvoir et protéger la langue française, que ce soit par l'entremise de la législation (*Charte de la langue française*), de concours (*Délie ta langue !* par le Bureau de la valorisation de la langue française et de la Francophonie) ou à travers la culture. En effet, le Québec détient son propre répertoire culturel. Savoir apprécier le jocal de Michel Tremblay, chuchoter la poésie d'Anne Hébert, fredonner les chansons de Fred Pellerin ou bien encore s'émouvoir devant les œuvres de Denys Arcand ou de Xavier Dolan.

La culture québécoise contribue amplement au bonheur des citoyens et des citoyennes. Hédoniste dans l'âme, le Québec profite des nombreux festivals comme les Francofolies et le Festival Juste pour rire pour propager sa contagieuse joie de vivre.

Or, le Québec demeure incertain. Par exemple, dans le Code Québec, grâce à une anecdote exquise, les auteurs décrivent « l'indécision chronique et l'extrême prudence des Québécois » en se remémorant de la réponse d'un Québécois à un sondage téléphonique de Léger. « Je ne suis plus certain si je suis encore indécis », avait prononcé le visiblement confus protagoniste. Le français amplifie ce détachement du Québec par l'utilisation des euphémismes, par exemple « Il fait pas chaud chaud » ou « Est pas laide ».

Le Québec est excessivement fier d'incarner la seule et unique société de langue française en Amérique du Nord. Et pourtant, bien qu'il soit un preux défenseur de la langue de la mère patrie, le Québec peine parfois à bien la maîtriser... Or, à sa défense, la langue française est riche en détails et en nuances, échappant même parfois à l'œil le plus fin qui soit.

Le Québec, une société démocratique

La Belle province, de nature et d'origine modeste, se targue cependant d'être une société libre et démocratique qui permet à la population d'exercer son pouvoir en élisant ses représentants et ses représentantes. De cette manière, chaque citoyen et chaque citoyenne participent concrètement à la vie démocratique.

En politique, en raison de la pluralité des partis et de cette démocratie dite représentative, le consensus règne. Le Québec craint l'extrême, c'est-à-dire le trop-plein d'intensité qui l'incite à se positionner en débalancement. Le gros bon sens prime les opinions droites et irrévocables. Contrairement aux anglophones des autres provinces et territoires canadiens qui jugent que le meilleur doit l'emporter, le Québec écoute les opinions de tous et vise l'atteinte d'un équilibre par la recherche du consensus. D'ailleurs, le gouvernement caquiste adhère à cette approche en adoptant des lois suivant l'idéologie du clientélisme. Durant les élections, comme le remarquait le politologue Jean-François Caron, « les Québécois ne savent pas débattre ; ils s'insultent ou se contentent de cataloguer les individus au lieu de discuter ».

Étant une société tricotée serrée, le Québec souhaite par-dessus tout éviter la chicane ainsi que les grands débats publics. « La province de Québec n'a pas d'opinions, elle n'a que des sentiments », déclarait Wilfrid Laurier, premier francophone à exercer la fonction de premier ministre du Canada. En fait, selon le Code Québec, la province bleue s'attarde bien davantage aux instruments utilisés par le gouvernement que ses objectifs et l'évaluation des résultats.

Bien que les Québécois soient des acteurs reconnus dans le système démocratique, si jamais les choses tournent au vinaigre, ils n'en seront jamais responsables. Le bouc émissaire, c'est le gouvernement. Si vous demandez à un Québécois en qui il a le plus confiance entre son coiffeur et le gouvernement actuel, celui-ci optera probablement pour le professionnel capillaire. Et il est indéniable qu'une coupe inhabituelle survient nettement plus souvent qu'un faux pas étatique.

En réalité, tel un adolescent aux prises avec un parent surprotecteur, les Québécois et les Québécoises pestent contre les politiciens et les politiciennes de façon très créative. En même temps, ils s'attendent à ce que l'État-providence subvienne à leurs besoins, notamment, en élaborant des politiques luttant contre la pauvreté, en aidant les familles les plus vulnérables, en assurant une éducation de qualité supérieure et en encourageant la langue française. Le Québec fait figure de victime.

Du côté de l'électorat, les générations s'entredéchirent également à coup de « Ok boomer » et « Tu m'en reparleras quand tu auras l'expérience que j'ai ». Plutôt que d'engager une saine conversation, bien que ce soit difficile lorsque les deux parties sont aux prises avec des bouchons de cérumen, les Baby-Boomers, les Milléniaux et la Génération X se blâment mutuellement, tous convaincus qu'ils détiennent une sagesse infinie et LA véritable vision. Avons-nous oublié le bon vieux dicton « Pas de chicane dans ma cabane » au chalet de Ricardo ?

Autrefois, la faute incombait à l'Église. Aujourd'hui, l'État porte le chapeau. Et c'est toujours le Québec en entier qui en subit le préjudice. [suite p. 9]

Le Québec, une société qui prône l'égalité entre les sexes

De nos jours, le Québec s'illustre en tant que société matriarcale désireuse d'éliminer la discrimination basée sur le sexe et sur le genre. Toutefois, cela n'a pas toujours été le cas. Il faut se rappeler avec vigueur que le Québec a été la dernière province à octroyer le droit de vote aux femmes...

En vertu de l'article 393 du *Code civil du Québec*, en mariage, chaque époux conserve son nom dans l'exercice de ses droits civils. Ce choix du législateur en 1981 a ainsi mis fin à la coutume selon laquelle l'épouse devait prendre le nom de son mari.

Néanmoins, l'égalité hommes-femmes est loin d'être atteinte au Québec. Au cours des trente dernières années, il y a eu le massacre de Polytechnique du 6 décembre 1989, l'attentat du Métropolis sur Pauline Marois, première femme à être élue en tant que première ministre du Québec, bien que ce dernier ait été motivé par des enjeux politiques...

Soyons tout de même optimistes. Montréal a eu sa première mairesse, Valérie Plante. De plus, désormais, certains arrondissements comme Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce ont adopté un programme de subvention pour l'utilisation de couches lavables et produits d'hygiène féminine durables.

Le Québec est également plus ouvert et tolérant que la majorité des Canadiens. Par exemple, la nation

québécoise est plus favorable à l'avortement, les couples sont plus enclins à vivre en union libre (bonjour les conjoints de fait, mention honorable à l'affaire *Éric c. Lola*), etc.

Le Québec, une société dont les citoyens et les citoyennes jouissent de droits et d'obligations

Même si le Québec est davantage mué par le plaisir que par le devoir, il demeure que le Québec rugit comme un lion en ce qui concerne la gratuité de son système de santé, du système de garderies (CPE) et de la redistribution de la richesse. Ce sont ses droits.

Bien entourée et bien encadrée grâce à divers programmes de subventions, la fibre créatrice et entrepreneuriale du Québec se manifeste autant à l'échelle locale que sur la scène internationale. Pensons à Moment Factory, le Cirque du Soleil ou encore la conférence C2 Montréal.

Le Québec est revendicateur, et ce, peu importe s'il compte se prévaloir des droits qu'il réclame. Effectivement, les Québécois et les Québécoises joignent leurs forces pour la gratuité universitaire et l'accès à l'éducation, or, en 2018, le Québec correspondait à la province canadienne avec le plus haut taux de décrochage.

Le Québec, une société laïque

Ayant été longtemps - trop longtemps - sous le joug du clergé catholique, il

apparaît naturel que le Québec désire autant s'en libérer. Au cours des dernières années, le débat sur les accommodements raisonnables, la commission Bouchard-Taylor, la Charte des valeurs québécoises (projet de loi n° 60) et, dernièrement, la *Loi sur la laïcité* démontrent l'importance de la séparation de l'Église et de l'État, voire même la nation dans son entièreté.

Le Code Québec révèle d'ailleurs les racines québécoises de l'expression « accommodement raisonnable », laquelle témoigne de l'esprit consensuel de la province francophone.

Le Québec n'est pas aussi raciste que le sont les États-Unis de Trump ou bien le Front national français. Toutefois, à défaut de fréquenter les communautés victimes de xénophobie et de posséder des connaissances approfondies sur les enjeux religieux, le Québec se méfie. Le plus récent attentat terroriste correspond à l'attentat de la Grande Mosquée de Québec, une tuerie perpétrée par un Québécois et non par un « osti d'islamiste ».

Le Québec s'apitoie sur son propre sort, convaincu que sa culture sera engloutie par un amas d'étrangers aux croyances différentes des siennes. De façon réaliste et raisonnable, sur l'ensemble des 512 296 personnes immigrantes admises entre 2008 et 2017, 375 518 résidaient encore au Québec en janvier 2019. L'an dernier,

l'Institut de la statistique du Québec a recensé 8 484 965 Québécois et Québécoises. En opérant un simple calcul de division, il est possible d'obtenir un ratio de 0,044 %. En bon québécois, « on se calme les fouffes ».

Le Québec considère que l'immigration est, en réalité, positive dans la mesure où les futurs citoyens et citoyennes se plient à sa loi et ses coutumes. En revanche, une fois l'essence québécoise adoptée, c'est-à-dire l'appréciation de la poutine, l'émerveillement devant les chansons d'ici, l'engouement pour les plaisirs hivernaux et bien d'autres encore, le Québec se serre les coudes et ainsi survit la solidarité qui unit la nation.

À titre de conclusion, le Québec tient éperdument à ses traditions. Une telle fierté envers son épopée, ses immenses victoires et ses nombreuses défaites le poussent à rêver d'innovation et de révolution. Chaque chose en son temps. Québec, je t'aime et, surtout, lâche pas la patate.

— —

Sources :

Jean-Marc LÉGER, Jacques NANTEL et Pierre DUHAMEL, *Le Code Québec - Les sept différences qui font de nous un peuple unique au monde*, Montréal, Éditions de l'Homme, 248 p.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, *Les valeurs démocratiques et les valeurs québécoises exprimées par la Charte des droits et libertés de*

Je suis une banane

Jilliane Gignac

Au-delà du fruit jaune que les gens ajoutent dans leurs smoothies pour rendre leur texture plus lisse, une banane est aussi un qualificatif que certains individus ont le malin plaisir de donner aux personnes asiatiques adoptées, y compris moi-même. C'est tellement évident : « jaune à l'extérieur et blanche à l'intérieur ». Les mots me manquent pour exprimer le malaise que je ressens envers cette expression et surtout à quel point son usage me dérange.

Crois-le ou non, mais la première fois où l'on m'a traitée de « banane », mon interlocuteur était Chinois. Et un vrai de vrai, car évidemment, puisque je suis adoptée, je ne suis pas une « authentique ». J'étais non seulement confuse, mais également et, surtout, perplexe. D'une part, je ne voyais pas la pertinence de son commentaire. D'autre part, j'avais un sentiment de déjà-vu. On aurait dit un retour à l'époque où je rédigeais minutieusement dans un journal intime tentant, en vain, de canaliser mes émotions alors que j'essayais simplement de comprendre mon identité allant au-delà de mon apparence physique. Aujourd'hui,



chaque fois que je croise mon reflet, une réflexion me frappe l'esprit. Incarner une minorité visible et adhérer à la culture prédominante ne sont pas deux facettes irréconciliables ayant pour effet de scinder mon identité en deux. En réalité, cette union de mon passé biologique et de mon présent en constante évolution renforcent mon sentiment d'appartenance encore plus grand. Je me retrouve alors à défendre avec fierté autant la langue française que m'insurger contre les propos racistes tenus à l'égard de la

communauté asiatique en raison de la présence du COVID-19.

On m'a, très ou trop, souvent demandé si je souhaitais te rencontrer, ce à quoi j'ai toujours catégoriquement répondu par la négative. Or, mon raisonnement est beaucoup plus nuancé que ce que je laisse paraître. Pour être bien honnête, j'ai affreusement peur d'affronter la réalité en face. Savoir et connaître la vérité à propos de son passé peut être douloureux et, ça, nul ne pourra jamais

le nier. Or, mettre enfin un visage sur celle qui t'a conçue, protégée, puis mise au monde constitue une expérience fort particulière et seules les personnes l'ayant vécu peuvent se prononcer sur le sujet. Peut-être que d'aller à ta rencontre me permettrait d'obtenir les réponses aux questions qui me tourmentaient plus jeune. Peut-être que le poids que je porte sur mes épaules disparaîtrait une bonne fois pour toutes. Mais peut-être pas non plus. Ceux et celles qui me connaissent moindrement savent que ce n'est définitivement pas la prise de risques qui m'effraie le plus dans un tel processus ; c'est surtout le fait de devoir exposer ma vulnérabilité devant une personne qui est à la fois si proche de moi, mais pourtant si loin.

Pour plusieurs d'entre nous, la quête identitaire trouve son point de départ en le lieu du baptistère. Personnellement, je crois foncièrement qu'ouvrir son cœur constitue la première étape d'une telle recherche. Pour cette raison, j'y travaille comme le démontrent ces quelques lignes. Toutefois, je doute sincèrement avoir besoin de toi et encore moins d'être comparée à une banane pour parvenir à comprendre qui je suis.

Les pratiques courantes de l'industrie

Inaara Haydari

Pour le Comité environnement

En publiant le guide alimentaire canadien il y a un an, certains changements majeurs, prévus dans la version préliminaire, ont été effectués [1]. On ne peut dire que la catégorie « laits et substituts » a été complètement rayée, car elle a été fusionnée avec « viandes et substituts » afin de créer un nouveau groupe, soit les « aliments protéinés », lesquels sont pour la plupart des protéines d'origine végétale, telles les lentilles. De plus, on a complètement enlevé la notion de portion, ce qui signifie qu'on ne retrouve plus la recommandation de boire un verre de lait par jour. L'accent est plutôt mis sur la simple recommandation de manger des aliments sains, et ce, sans compter les calories. Sachant que la dernière version date de 2007, ce guide démontre une certaine volonté de réduire les impacts écologiques de l'industrie alimentaire. De plus, il y a eu une plus grande indépendance financière au niveau des études, car ces dernières n'ont pas été financées par les industries laitières et de viande, ce qui était le cas précédemment.

Ces deux industries font face à des changements radicaux avec la montée du véganisme, que ce soit pour raisons éthiques, environnementales ou de santé. Ce qui est ironique, c'est qu'on estime que la demande en matière de viande est en pleine croissance. Sur le plan environnemental, nous savons que l'élevage joue un grand rôle dans la pollution. Les vaches émettent beaucoup de gaz à effet de serre, dont le méthane, le dioxyde de carbone et le protoxyde d'azote [2]. De plus en plus, il y a également une montée d'activisme et ainsi d'exposition de la cruauté animale dans l'industrie agroalimentaire. Ce texte vise à étudier cette cruauté dans l'industrie laitière spécifiquement.

Selon le Code criminel, on ne doit pas faire souffrir les animaux inutilement. Or, les tribunaux ont interprété ce critère de nécessité de manière très restreinte. Toute souffrance subie dans le cadre de la pratique courante de l'industrie est considérée comme étant nécessaire. Cela se conforme au paradigme dominant selon lequel les animaux, aux yeux de l'humain, représentent une source de nourriture et que, par conséquent, de leur mort survient la consommation. La seule façon d'affirmer qu'il y a cruauté animale consiste à examiner si la souffrance a lieu en marge de l'industrie, même si comparée à ce qui se passe entre les murs d'un



abattoir, la douleur ressentie est nettement moindre. Bref, il y a un décalage entre le droit et la moralité. Il faut observer quelles sont ces pratiques dites nécessaires et sans cruauté, lesquelles s'aggravent au fil

« L'instrumentalisation des animaux dans l'industrie agroalimentaire est un problème grave et pressant [...] parce qu'elle nous éloigne de notre relation avec la nature »

du temps en raison d'une soi-disant demande croissante.

D'abord, il y a le processus de l'insémination artificielle [3]. Les conditions sont horribles et les étapes sont encore plus choquantes. On utilise une seringue, qu'on réutilise sur plusieurs vaches de manière hebdomadaire, et on la remplit de la semence d'un taureau. La seule façon de procéder à l'insémination consiste à plonger sa main dans le rectum de la vache, laquelle est attachée afin de ne pas trop bouger alors qu'elle lance des cris de douleur. Il faut ensuite essayer de trouver les trompes de la vache et y implanter les semences.

Les veaux sont fréquemment séparés de leur mère un jour après leur naissance et il arrive souvent que la vache pleure pendant des journées, à la recherche de son petit. Les mâles naissants sont souvent gardés en enclos pendant quelques mois sans bouger, ce qui les rend anémiques, et ensuite ils sont abattus pour leur chair. Les femelles sont conservées afin de participer au cycle de reproduction. Pour ce qui est de la vache-mère, parfois après avoir eu plusieurs veaux, elle devient faible et sa productivité baisse, annonçant ainsi sa mort. Néanmoins, soyez sans crainte, une autre bovine prendra sa place. De plus, juste pour obtenir du lait, il y a tout un processus de sélection, donc dès que la vache a trop de cellules ou n'a pas un lait « normal », elle est éliminée du processus. Les vaches jouissant de conditions de vie paisibles (i.e. brouter dans un champ digne de La Mélodie du bonheur) ont une espérance de vie de vingt-cinq ans, alors que dans l'industrie, la plupart sont abattues avant six ans [4].

Ce processus d'insémination n'est pas le seul à avoir recours à des méthodes non naturelles. Plusieurs hormones peuvent être injectées directement dans le trayon de la vache afin d'augmenter la production et faciliter la traite. De plus, les

aliments donnés aux vaches proviennent de sources artificielles et sont remplis de protéines, visant une plus grande production à moindre coût [5]. Les vaches ne voient pas la lumière du jour et sont souvent gardées dans des immeubles sur du béton. Ainsi, ils n'ont aucun contact avec la nature et sont réellement traités comme des machines.

Bref, l'instrumentalisation des animaux dans l'industrie agroalimentaire est un problème grave et pressant, non seulement parce que les pratiques causant de la souffrance sont reconnues comme étant légitimes, mais également parce qu'elle nous éloigne de notre relation avec la nature. L'Homme est connu pour exploiter son environnement, mais lorsque la demande dépasse les limites de la nature, il faut complètement changer de modèle et revoir la source de notre alimentation.

Remerciement au professeur Roy, qui enseigne le cours d'Éthique et Droit Animalier à la Faculté de droit de l'Université de Montréal.

Sources :

[Disponibles dans la version web]

À quand l'organisation mondiale de l'environnement?



Inès Benadda

Le 24 février dernier, António Guterres rappelait, lors de son discours marquant l'ouverture de la 43^e session des travaux du Conseil des droits de l'homme, que « [l]a crise climatique est la plus grande menace pour la survie de notre espèce et met d'ores et déjà en danger les droits humains aux quatre coins de la planète. [...] Elle menace l'existence même de certains États membres, en particulier les petits États insulaires en développement. » De cet appel à l'action, il est ainsi curieux de constater que les efforts en matière de lutte contre les changements climatiques, mais plus généralement en matière d'environnement, à l'échelle internationale, ne sont pas centralisés et coordonnés au sein d'une même organisation.

L'idée n'est pas nouvelle, mais elle n'a jamais abouti. Et à défaut d'instaurer une véritable Organisation mondiale de l'environnement, on a mis en place lors de la Conférence Rio+20 le Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN). Sa mission est entre autres de veiller au progrès des engagements de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de remplacer par le fait même la Commission du développement durable de 1992. Néanmoins, le FPHN ne donne que des orientations sur le développement durable et ne possède pas de pouvoir de réglementation.

Même avant Rio+20, en 2007, on avait proposé le changement de statut du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) pour en faire une véritable Organisation mondiale. Proposition qui n'avait pas plu à plusieurs grands États membres lors des négociations, dont le Canada, la Chine, l'Inde et le Brésil. Les États-Unis avaient même précisé qu'ils ne voyaient pas l'intérêt du projet.

« On est loin de constater que l'environnement mérite l'importance de créer un organe supranational ayant pour but de le protéger. Attendrait-on la consécration du droit à un environnement sain pour ce faire ? »

Il va sans dire que l'environnement reste, en droit, de l'ordre d'un enjeu et non de discipline proprement dite. En d'autres mots, l'environnement n'a pas de finalité propre, alors on le rattache à sa relation avec l'être humain. Plusieurs institutions spécialisées de l'ONU ont ainsi des compétences accessoires en matière d'environnement ; elles sont appelées à agir pour l'environnement dans l'exercice de leur mission. Prenons par exemple l'UNESCO et la conservation du patrimoine mondial, l'OMS et l'eau potable, l'OMI avec la pollution des navires, l'OMM avec le réchauffement climatique ou la qualité de l'atmosphère, l'OACI avec les gaz et le bruit des avions ou encore l'ONUAA et la réglementation des

pesticides. Et cela, sans oublier l'Assemblée générale de l'ONU qui peut, par résolution, se prononcer sur des questions environnementales, tout comme l'ECOSOC qui peut faire des études sur des questions connexes au domaine économique et social, donc comprenant l'environnement. Envisagé ainsi, il est normal que l'environnement soit aussi tentaculaire : il est l'affaire de tous et touche tout le monde.

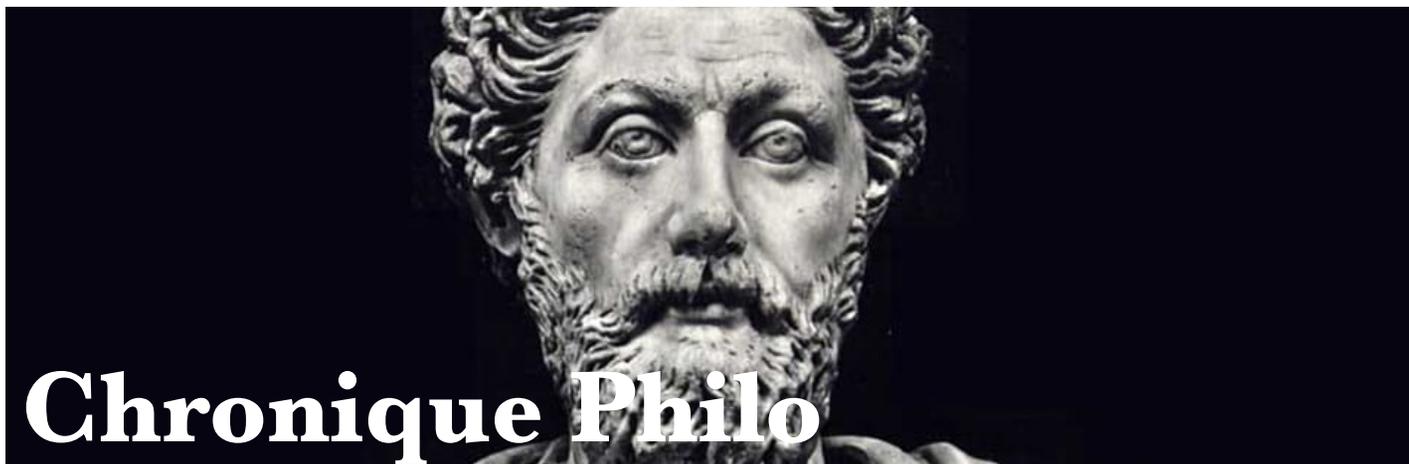
Or, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pourrait apparaître comme l'exemple d'une solution. L'ONU lui a reconnu un statut d'organisation internationale autonome en raison de son caractère intergouvernemental et multilatéral. Donc, bien que ce ne soit pas une institution spécialisée de l'ONU, elle travaille en étroite coopération avec elle, en fournissant par exemple un rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil de Sécurité à sa demande. Cela, tout en concentrant son travail spécifiquement à l'énergie nucléaire, à son utilisation pacifique et à la lutte du terrorisme nucléaire. Elle est financée par les États membres et autres donateurs sur une contribution volontaire. Les États membres avaient demandé à l'AIEA de composer deux conventions internationales à la suite de la catastrophe survenue à Tchernobyl en 1986, ce qu'elle a fait la même année, avec la Convention de Vienne sur la notification rapide d'un accident nucléaire et la Convention de Vienne sur l'assistance en cas d'accident nucléaire (ratifiés respectivement à 75 et 71 parties). Alors pourquoi n'envisagerait-on pas une Organisation mondiale de l'environnement basée sur un tel modèle ?

Les États membres ont préféré pour l'instant se contenter du PNUE, dont le Conseil d'administration est d'ailleurs appelé « l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement » (ANUE) depuis 2013. Il est vrai toutefois que depuis que le PNUE existe, plusieurs conventions internationales d'importance en ont été issues : la Convention cadre sur les changements climatiques (1992), la Convention de Bâle sur le mouvement transfrontière des déchets dangereux (1989) ou encore la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (1985) pour ne nommer que celles-ci. Mais cet organe autonome relevant du Secrétariat de l'ONU est aux prises avec des moyens financiers insuffisants pour envisager de plus grandes aspirations.

Il faut se rappeler que la situation actuelle présente le reflet des priorités des États membres de mettre de côté leur souveraineté au profit de la collaboration pour l'avancement du bien-être commun. Et ce qu'on peut constater du passé, c'est que l'environnement n'a jamais constitué une telle priorité, à l'instar de la santé par exemple, ayant mené à la création de l'OMS par la volonté et l'affirmation des États pour lesquels il s'agit d'un droit humain dont tous devraient jouir. On est loin de constater que l'environnement mérite l'importance de créer un organe supranational ayant pour but de le protéger. Attendrait-on la consécration du droit à un environnement sain pour ce faire ?

Mais prenons encore l'effort mondial dans la protection de la couche d'ozone. C'est un bel exemple de réussite d'un consensus de la communauté internationale quant à une problématique environnementale certaine ayant un effet sur la santé humaine. Ce consensus s'est effectivement traduit par l'adoption de textes internationaux contraignants visant l'élimination progressive des substances dommageables pour la couche d'ozone, d'abord par la Convention de Vienne pour la couche d'ozone (1985), puis le Protocole de Montréal (1987). Afin de résoudre les problématiques environnementales actuelles, les États membres devraient plus que jamais coopérer avec ce même élan, bien que leur lien avec la santé humaine ne soit pas toujours démontré avec certitude.

Alors la question demeure... À quand l'organisation mondiale de l'environnement ?



Chronique Philo

Hubert A. Nunes

Dans le climat d'anxiété généralisée de la Faculté de droit, il m'apparaît pertinent de partager une philosophie d'intérêt public : le stoïcisme. À défaut de vous promettre un stage, il vous garantira une sérénité indiscutable.

I. Le stoïcisme

Le stoïcisme est caractérisé principalement par une rejection du plaisir comme standard du bonheur. Bon j'avoue, niveau marketing, ce n'est pas le *lifestyle* le plus alléchant. Mais attendez ! La partie deux vous choquera !

D'abord, j'aimerais que vous rangiez dans le placard l'adjectif *stoïque*, qui n'a que très peu de rapport avec notre sujet à l'étude, voire pas du tout. Sémantiquement, ils se ressemblent autant que le mot épicurien compris dans son sens moderne et celui dans son sens philosophique, qui prône non pas la multiplication des plaisirs, mais plutôt une vie éloignée d'un quelconque excès, qu'il soit relatif au plaisir ou à une autre passion de l'esprit. Vous seriez surpris de constater que le sens du mot « épicurien » s'est tellement éloigné de son sens originel qu'il en est presque devenu l'antonyme. Cet *obiter* terminé, il convient de revenir aux bases.

La pensée stoïque considère comme sage celui qui vit en accord avec la nature. Ce concept de nature s'articule comme étant le rapport du sujet avec le monde qui l'entoure, suivi de la détermination de sa place dans celui-ci. Le stoïque se contente alors de vivre conformément à sa mission et s'assure de la mener à bien jusqu'à son plus haut potentiel. Il n'a pas peur de la mort, de la souffrance ou de la pauvreté; la seule chose qu'il craigne, est d'abdiquer sa responsabilité morale et ainsi devenir moins qu'une personne complète.

Selon la doctrine stoïque, les seules choses auxquelles un individu devrait sérieusement porter attention et

concentrer ses efforts sont celles relevant de sa sphère d'influence. On ne peut pas contrôler la température, l'arrivée d'une maladie ou encore le délai extrêmement court associé à l'inscription d'un parrainage de la course au stage (avec un seul « s », car qui a besoin de plusieurs stages... je suis ouvert à signer une pétition pour modifier l'orthographe communément admise). La seule chose véritablement sous contrôle est soi-même. Mais il y a plus encore. Selon ce courant de pensée, la personne sage est celle qui est en parfait contrôle d'elle-même, c'est-à-dire qui assume pleine et entière responsabilité à l'égard de ses actions au fur et à mesure de son existence : tandis que le juge de common law est créateur de *droit*, le stoïque est créateur de *sens*. Celui-ci est indifférent à tout le reste, non pas parce qu'il fait peu de cas de son entourage ou des événements qui l'entourent, mais tout simplement parce qu'il reconnaît les limites de son contrôle.

« La seule véritable crainte du stoïque est de devenir esclave de désirs; il a peur de l'hédonisme, et par extension il redoute l'appel invitant des Law Games. »

Une citation de Ralph Waldo Emerson, sans qu'il soit stoïque lui-même, illustre succinctement cette pensée dans son style littéraire au penchant spirituel : « Greatness is the perception that virtue is enough » (désolé Pauline Marois, je ne pouvais adéquatement transcrire le sens d'une citation en périphérie de la langue de Molière autrement). Bien sûr, ce parti pris fait fi d'écrits philosophiques et politiques subséquents qui rejettent la thèse selon laquelle nous sommes maîtres de la prison qu'est notre conscience. Il va de soi que celle-ci est modelée à un certain degré par notre classe sociale et notre vécu; il est cependant inexact de qualifier d'automates les sujets de droit. Autrement, pourquoi

prévoir un régime de responsabilité pénale fondé sur notre capacité d'agir en fonction de notre compas moral ?

II. Ses manifestations modernes

Cette idée de sphère de contrôle a été réitérée en long et en large par d'innombrables *self-help* books, notamment par les auteurs Victor Frankl, Steven Covey, Tony Robbins ou encore Gary John Bishop dans un de ses derniers livres au nom très évocateur; ils ont tous une saveur de stoïcisme. Même le *best-seller* vendu sur Amazon de Jordan B. Peterson comporte des règles de conduite empreintes de stoïcisme, par exemple celle de se comparer à qui l'on était hier et non pas de se comparer à autrui aujourd'hui. C'est comme si la sagesse des Anciens était non seulement utile, mais surtout avérée d'un point de vue empiriste ? J'en conviens, l'idée n'a rien de révolutionnaire et notre culture occidentale, axée sur l'épanouissement personnel à son meilleur et axée sur la recherche du profit à son pire, en fait un véritable truisme implicitement connu dans notre conscience collective. N'en demeure pas moins que la valeur d'une telle philosophie est *de facto* inestimable en ce qu'elle a un caractère intemporel. C'est tout l'intérêt de la philosophie en ce qui me concerne...

De cette doctrine dérive la notion communément appelée en entreprise de proactivité, génératrice de structure et d'efficacité et pourfendeuse de conflits embryonnaires. En fait, l'individu proactif est celui qui est prévoyant, mais surtout qui prend une responsabilité totale par rapport à sa vie. Le sens de son existence se construit au fur et à mesure de ses actions concrètes et pragmatiques visant une finalité légitime, compris comme une forme d'épanouissement à long terme. Elle a le mérite de mener à bien une vie à tout le moins responsabilisante qui évite de rechercher des causes externes pour justifier l'inadéquation entre ses désirs et la réalité, si vous me permettez de citer Thanos. L'idée de proactivité

n'est qu'une interprétation actualisée et réductrice du stoïcisme; autrement dit une version 2.0. Sans être la version bêta, le stoïcisme doit être davantage compris comme un langage à part entière pour exprimer le potentiel du génie humain, de la même manière que le langage juridique peut surprendre par sa « texture ouverte » quand il est occupé à élaborer le droit de concert avec les tribunaux... dédicace spéciale à ceux qui subissent le cours d'interprétation avec moi cette année.

La seule véritable crainte du stoïque est de devenir esclave de désirs; il a peur de l'hédonisme, et par extension il redoute l'appel invitant des *Law Games*. Pour illustrer, un étudiant en droit réceptif à cette pensée ne swiperait pas sur Tinder à la bibliothèque. En effet, le stoïcisme repose sur la prémisse que chacun est doué de raison, mais surtout que chacun est capable de résister à un éventuel excès de plaisir qui ne nous est d'aucune utilité, voire qui est destructeur. Je pense par exemple à l'addiction, quelle que soit son origine. Dans le pire des cas, il y a l'addiction physique à une drogue dure tel le fentanyl faisant ravage actuellement dans l'Ouest canadien, où le problème outrepassa une capacité de contrôle individuel propre à chacun et prend alors des proportions sociétales. Un individu happé par une addiction aux drogues dures n'est plus que l'ombre de lui-même; on ne peut plus parler de souveraineté décisionnelle, fondement d'une vie relativement stable. Ce courant ne leur est malheureusement d'aucune utilité pratique; les règles biologiques régissant notre corps à l'origine de la régulation de la dopamine ont préséance sur toute règle morale, aussi fondamentale soit-elle, dans la mesure où notre cortex préfrontal est tributaire d'un minimum d'équilibre hormonal.

Il est vrai qu'une telle façon de concevoir notre environnement peut être perçue comme individualiste. Après tout, il fait porter un lourd fardeau à chaque citoyen réceptif à ces principes, exception faite des personnes dépendantes telles les enfants et les majeurs inaptes. Cependant, au sein même de cette philosophie s'élabore une pensée favorisant le bien commun. Plus particulièrement, tous les stoïques, que ce soit Sénèque, Marcus Aurelius ou encore Épictète, sont d'accord sur le fait que leur philosophie se base sur la croyance que la vertu morale, comprise comme une conscience morale dirigée vers le bien, qui poursuit une finalité bénéfique à soi et à l'intérêt public, se suffit à elle-même. [suite p. 13]

En ce sens, il s'agit d'un excellent guide de vie pour un homme politique. Peut-être faut-il envoyer un exemplaire des *Méditations* de Marcus Aurelius à Simon Jolin-Barrette ?

III. Sa pertinence actuelle

L'intérêt principal du stoïcisme, à mon sens, est qu'il pallie un vide récurrent dans la société moderne. J'aime imaginer ce vide collectif comme le *Mind Flayer* dans la série *Stranger Things* : il nous guette depuis la pénombre et se manifeste sous la surface de notre quotidien. Nietzsche avait prédit dès le XIX^e siècle l'effondrement des institutions religieuses et, par voie de conséquence, l'annihilation de son impact spirituel sur la culture occidentale. À défaut d'être tolérante, la religion créait réellement un tissu

social selon Bergson, contrepoids à la menace de la dissociation provenant de l'intelligence humaine. Sur une échelle locale, on observe que suite au désenchantement de la religion chrétienne associée à la révolution tranquille au Québec, certes prélude heureux et nécessaire de l'accès à l'égalité des femmes, se sont posées les bases d'une société aux penchants relativistes. La tolérance ne doit pas être confondue avec le laisser-faire culturel qui comporte des dérives dangereuses. La nouvelle souplesse des mœurs modernes conduit parfois à un effacement de valeurs jugées fondamentales et donc à une perte de repères identitaires (voir l'apparition de repères sous le chapeau *d'identity politics*, de la gauche comme de la droite actuels).

En fait, toute la difficulté tient du fait qu'il est très difficile d'être comblé spirituellement par une approche athée voire agnostique, plus permissive dans ses croyances. Sans dire que la morale ne peut exister sans religion, son absence peut être comblée par une pensée paresseuse en argumentation, mais extrêmement solide en philosophie : le scepticisme. La ligne à ne pas franchir est floue, et se manifeste par le recours à des sophismes dignes de Protagoras. Philosophe préféré des plaideurs, il a notamment dit « L'homme est la mesure de toute chose ». Ce n'est pas pour rien que de nombreux millénaires font face à une crise existentielle : on n'hérite plus de la spiritualité, on doit dès lors la rechercher. Le stoïcisme s'inscrit donc dans une volonté de créer un

sens à son existence parfois tragique, sens qui est infusé dans notre vie de tous-les-jours à travers ses actions concrètes. Sans vouloir être dramatique, il est extrêmement difficile de continuer d'avancer et de demeurer optimiste quand le drame cogne à la porte de manière imprévisible d'un point de vue relativiste.

L'ironie suprême du stoïcisme aura voulu que ses principaux auteurs, Marcus Aurelius et Sénèque, soient respectivement empereur absolu et esclave asservi. Cela illustre le caractère égalisateur de la philosophie, de même que son appel universel : effectivement, comment pourrait-on mieux représenter une pensée qui a le potentiel de concerner à ce point tous et chacun ?

Portrait de candidat : Issa Ammari à la présidence de l'AED



David Houle
Trésorier

S'il est élu aux prochaines élections comme Président de l'AED, Issa Ammari deviendra le premier exécutant à faire partie du conseil d'administration de notre association étudiante pour trois mandats consécutifs. Se présentant contre l'infatigable chaise, nous avons de bonnes raisons de croire que la campagne électorale de ce printemps devrait bien se dérouler pour Issa!

D'abord pour un premier mandat à titre de Vice-président aux affaires administratives, pour un deuxième mandat à titre de Vice-président aux affaires internes, c'est à se demander quelles sont les motivations d'Issa derrière sa candidature pour un troisième mandat. De son propre aveu, il me dit qu'il a hésité un petit

moment avant de se présenter. Après tout, peut-on apporter quelque chose de plus à une association étudiante après s'y être dévoué pour deux ans ? Justement. Ces deux dernières années ont été si riches en apprentissages qu'Issa a senti le devoir de partager toute cette expérience qu'il a acquise durant cette période, et en voyant tous ces étudiant.e.s impliqué.e.s autour de lui, il n'a pas pu résister à se relancer pour un dernier mandat. Si on pouvait résumer le rôle d'Issa en un seul mot pour l'année 2020-2021, ce serait celui de « mentor ». Par ce rôle, il espère pouvoir guider et accompagner tous les étudiants et étudiantes qui désirent contribuer à la vie facultaire.

D'ailleurs, Issa croit aussi en l'idée de mettre les membres de l'association de l'avant dans la vie étudiante. C'est un principe qu'il désire promouvoir notamment en tant que représentant de l'AED à l'extérieur des murs de la Faculté. Il est primordial pour lui de représenter les intérêts de l'association dans son ensemble, à l'instar d'intérêts personnels. Il croit en l'importance de laisser la chance à tous.tes de s'exprimer, avant de prendre la parole.

Lorsque je lui demande les bons coups de l'AED cette année, Issa me parle du nouveau sentiment d'inclusion que l'on peut retrouver au sein de l'association étudiante. Plusieurs personnes ont remarqué que celle-ci est encore plus ouverte et accueillante envers ses membres qu'auparavant, un constat que j'ai aussitôt corroboré! C'est d'ailleurs une perception qu'il désire entretenir

tout au long de la prochaine année, car au final, la mission première d'une association étudiante est d'être

« Il est primordial pour lui de représenter les intérêts de l'association dans son ensemble, à l'instar d'intérêts personnels. Il croit en l'importance de laisser la chance à tous.tes de s'exprimer, avant de prendre la parole. »

présente pour ses membres.

Ceci étant dit, il n'en demeure pas moins qu'une association étudiante ne peut être parfaite, et Issa en est bien conscient. Pour son dernier mandat, il désire travailler de concert avec son successeur à la Vice-présidence aux affaires internes afin de continuer ses efforts à valoriser les comités de l'AED et s'assurer qu'ils soient tous sur le même pied d'égalité. Pour appuyer son propos, il me parle de la situation de l'Association des étudiants noirs en droit de l'UdeM, qui n'a pas eu la visibilité qu'elle méritait à certains moments par le passé. Cette année, il s'est réjoui de voir les nombreux participants à leur 4 à 7 annuel au Café Acquis. Quant au nombre de comités, Issa croit que chaque comité a sa valeur et sa pertinence et qu'il faut seulement les mettre de l'avant.

Il faut dire que l'année universitaire 2019-2020 a été marquée par les questions entourant la santé mentale. D'ailleurs, le Pigeon Dissident et ses précieux collaborateurs se sont penchés sur cet enjeu dans leur édition du mois de novembre. Ne pouvant ignorer l'importance de cet enjeu au sein de notre vie facultaire, j'ai cru essentiel de questionner notre candidat à la présidence à ce sujet. Celui-ci dit qu'il faut toujours garder cet enjeu en tête et être ouvert à accueillir différentes initiatives. D'ailleurs, il souligne le projet de « pass or fail » du cours d'introduction en droit, qui est abordé par le Comité de réforme du baccalauréat. Selon lui, le cours n'étant pas représentatif du baccalauréat, il serait pertinent de procéder à cette modification du mode d'évaluation. Devrions-nous toutefois étendre ce mode d'évaluation à tout le baccalauréat, comme nous le voyons déjà notamment dans quelques facultés de médecine de la province ? Issa est plutôt réticent, soulignant qu'il demeure important d'avoir des outils pour différencier les étudiant.e.s entre eux.elles.

Enfin, qu'en est-il des relations entre le Pigeon Dissident et l'AED ? Issa croit sincèrement en l'esprit de collégialité entre les deux entités. Soulignant le bon travail du journal et de son rôle essentiel au sein de la Faculté, il assure qu'il sera toujours prêt à collaborer avec notre journal étudiant. Au nom de toute l'équipe, je peux affirmer que nous avons aussi très hâte de pouvoir travailler ensemble, et nous lui souhaitons une bonne campagne électorale !

Le congrès de Panama de 1826 : la ligue amphyctionique latine tuée dans l'œuf

Laurent Desrosiers

La ligue amphyctionique, dont le nom dérive des termes « amphi », désignant ce qui est des deux côtés (comme amphibien), et « ktiones » faisant référence à des gens se trouvant en un certain territoire, constituait un modèle de regroupement de cités de la Grèce antique s'étant unies dans le but de défendre des intérêts communs. La plus célèbre de ces ligues fut celle de Delphes, constituée il y a près de 2600 ans, à l'époque dite archaïque, c'est-à-dire précédant le siècle des Lumières, de Périclès, des réformes clisthéniennes assurant l'égalité des citoyens, de la démocratie et des philosophes, afin d'assurer l'administration et la défense du temple, dédié à Apollon, de Delphes, que les Grecs chérissaient en raison de ses célèbres oracles. Les cités qui en faisaient partie s'engageaient, entre autres, à adopter certaines lois communes et à faire front commun en cas d'agression. Une telle union, quoique singulièrement lâche, encore moins consistante que celle de l'actuelle Union européenne, joua tout de même un rôle dans l'accroissement du prestige et de la puissance grecque, tout en stimulant le contact avec l'étranger et le développement intellectuel.

Bien des siècles après la disparition de cette institution, dans le Nouveau Monde, cette structure lâche de coopération refit surface dans l'esprit de certains hommes aux ambitions immenses. En effet, le Congrès de Panama en 1826 fut désigné par les contemporains comme étant le Congrès Amphyctionique, ce qui annonçait les ambitions à l'origine de sa convocation. En 1826, toute l'Amérique du Sud était profondément transformée, fraîchement émancipée de la Couronne espagnole qui, durant les trois siècles précédents, avait imposé ses desiderata. L'immense territoire, qui s'étendait de la Californie à la Patagonie, avait été, au début de la colonisation, sommairement divisé en deux vice-royautés, celles de la Nouvelle-Espagne (Amérique centrale, Caraïbes et Venezuela) et du Pérou (reste de l'Amérique du Sud). Ces entités différaient considérablement en matière de démographie, de fermeté de la présence espagnole et de ressources, une tendance centripète accompagna les siècles : de nouvelles divisions territoriales apparurent pour accroître l'efficacité de l'administration et pour tenir compte de ses différences. Ainsi, la vice-royauté du Pérou donna naissance à celles de Rio de la Plata (Argentine) et de la Nouvelle-Grenade (Colombie, Équateur. Le Venezuela fut également inclus), laquelle se

subdivisa elle-même lors de la formation de la capitainerie générale du Venezuela. Malgré les différences entre ces territoires, des dynamiques similaires y étaient à l'œuvre et ils connurent d'ailleurs des destins similaires.

La colonisation de l'Amérique espagnole s'était inscrite en continuité avec la *Reconquista*, qui prit fin en 1492, l'année de l'expédition de Colomb. Après l'installation des musulmans au VIIe siècle, les chrétiens de la péninsule ibérique avaient essayé, à diverses reprises de reprendre du territoire, mais il y eut également de longues périodes d'accalmie, au cours desquelles les trois religions monothéistes purent cohabiter (*convivencia*), les membres de chacune d'entre elles pouvant aspirer à des postes d'importance. Ce furent des périodes fécondes pour la science. Cependant, au XVe siècle, à mesure que les chrétiens reprenaient du territoire, et encouragés par l'Église et l'Inquisition, des lois discriminatoires furent mises en place afin, entre autres, de bannir l'accès à des fonctions politiques. Des milliers de musulmans et de juifs, en raison de ces lois et des violences dont ils étaient l'objet, se convertirent, mais ne furent néanmoins pas au bout de leur peine, puisque des enquêtes pour déterminer le degré de pureté du sang (les termes utilisés étaient « *limpieza de sangre* », ce qui fait référence à son caractère « propre ») furent instaurées. Le système s'était ainsi racialisé : le terme *razas* apparut d'ailleurs dans les textes de lois. Les juifs, puis les Morisques (descendants des populations musulmanes s'étant converties, mais qui finirent par être néanmoins jugés non suffisamment assimilés) furent expulsés de la péninsule ibérique dans le siècle suivant la *Reconquista*.

C'est dans ce contexte historique que s'amorça la conquête espagnole des Amériques (Comparez avec la dynamique à l'œuvre lors des tous débuts du Canada sous l'impulsion, notamment, de Pierre Dugua de Mons et Samuel de Champlain, originaires de l'ancienne province de Saintonge, diverse sur le plan confessionnel, à mi-chemin entre les territoires de langue occitane et d'oïl et s'enorgueillissant d'une identité provinciale faite de l'apport de divers peuples, et sujets du bon roi Henri IV né protestant et porteur, après des décennies de guerre religieuse dans le Royaume de France, d'un idéal de l'unité de la nation par la diversité, ce qui se refléta dans l'édit de tolérance de Nantes. Cette dynamique plus humaniste, malheureusement, représenta, et de loin, une exception

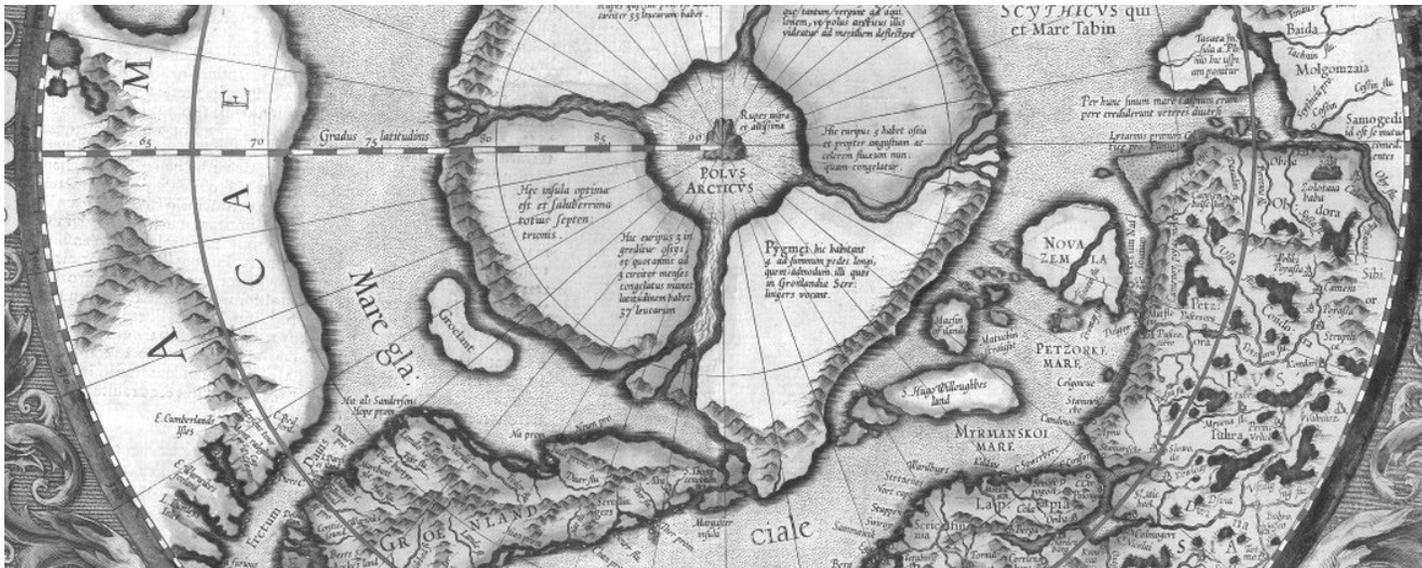
dans l'histoire de la colonisation du Canada et des Amériques), qui s'accompagna de l'esclavage des Noirs et de l'asservissement des populations autochtones. Les créoles, Blancs nés en Amérique, disposaient également d'un statut inférieur aux Espagnols. En plus de ces distinctions ethniques, les colonies hispaniques américaines étaient des sociétés hautement inégalitaires, une poignée de grands propriétaires terriens et de commerçants ayant accaparé les richesses, notamment en vertu des monopoles accordés par la Couronne. Ces sociétés, étaient ainsi fort hiérarchisées et la mobilité sociale y était pratiquement inexistante.

Les idées des Lumières, l'humanisme et le libéralisme rencontrèrent un terrain fertile en Amérique latine, en particulier chez les élites créoles, éduquées, tournées vers l'Europe et lassées des contraintes fiscales et juridiques qui brimaient leurs possibilités. Le temps des privilèges (du latin « *privus* », qui désigne ce qui est privé, et « *lex* », qui signifie loi) des Espagnols qui débarquaient en Amérique tirait à sa fin : les idées de l'égalité politique et de l'universalisme avaient séduit les esprits. C'est ainsi avec un grand intérêt que les colonies suivirent les révolutions américaine et française. Les événements du début du XVIIIe siècle leur donnèrent d'ailleurs une chance. En effet, pour parer la Deuxième coalition, Napoléon tentait alors de mettre en place un blocus maritime pour ruiner la perfide Albion. Cependant, ce blocus échouait par la faute des Portugais, alliés depuis des siècles avec les Anglais. C'est ce qui engagea les troupes françaises dans la péninsule ibérique, où ils nommèrent deux monarques. En réaction à cette intrusion étrangère, les diverses portions de l'Empire espagnol constituèrent des juntes, organisations devant en assurer la défense et l'administration. L'Amérique jura d'abord fidélité au roi détrôné, mais le continent louvoyait et profita de l'instabilité de la métropole pour engager le processus d'accession à l'indépendance. En une quinzaine d'années, de la Californie à la Patagonie, tous les Realistas, à l'issue d'un conflit sanglant, furent ainsi expulsés d'Amérique.

C'est dans ce contexte que s'ouvrit le Congrès de 1826. Il avait pour but de définir le statut des anciennes colonies espagnoles. Le Congrès avait été organisé à l'initiative de Simón Bolívar, el Libertador, principal leader de la campagne de libération de la Nouvelle-Grenade et du Pérou et chaud partisan d'une Confédération latine. Il croyait que seule l'Union

pouvait assurer la véritable indépendance des nouvelles républiques devant l'appétit impérialiste des Européens et des États-Uniens. Cependant, Bolívar, qui, dans sa jeunesse, avait voyagé en Europe et admiré le travail de Napoléon le consul (fin des exactions de la Terreur, réformes administratives, adoption du Code civil) suscitait méfiance et craintes. Beaucoup le voyaient comme un émule de Napoléon le despote, surtout depuis qu'il avait accepté le titre de dictateur du Pérou (charge qui, dans la république romaine, se distinguait surtout par sa durée limitée lors de périodes de crise) et le baptême d'un pays en son nom. Les tendances centripètes qui s'observaient déjà en Amérique, et alimentées par les ambitions personnelles de caudillos locaux, accentuèrent la méfiance devant ces projets d'une Confédération immense. En outre, les campagnes de libération avaient été ce que John Rawls qualifierait de consensus par recoupement. Outre les tenants de l'établissement d'une démocratie populaire, il y avait également des élites créoles qui avaient appuyé le projet pour s'attribuer les privilèges des Espagnols sans les partager, qui auraient ainsi voulu d'une révolution, hypocrite, de planteurs, à l'américaine.

Ainsi, le Congrès de Panama de 1826 fut un échec. L'Argentine et le Chili déclinèrent l'invitation et seuls le Mexique et la Colombie signèrent le traité qui en découla, sans pour autant le ratifier ensuite. Le rêve de Bolívar s'écroula : la ligue amphyctionique latine, à peine évoquée, se dissipa tel un mirage. Le libertador, qui mourut quatre années plus tard, ne s'en remit jamais. L'Amérique latine non plus. Comment ne pas regretter la ligue amphyctionique en pensant aux guerres qui ont opposé les États qui l'auraient constitué ou lorsque, en 1846, les États-Uniens pilèrent sur le Mexique en gardant pour eux près de la moitié du territoire, riche en ressources qui feront la fortune des capitalistes ? Ou encore en pensant à l'Opération Condor, par laquelle les États-Uniens, systématiquement, financèrent les dictatures militaires, conservatrices et capitalistes contre les idéaux démocratiques, socialistes et populaires qui suscitaient les espoirs de millions de personnes de tous ces peuples. L'Amérique latine, qui n'avait pas su surmonter ses divisions, dût payer un lourd tribut, celui de l'impérialisme yankee et de la subordination de ses intérêts à ceux des industriels américains.



Voyage en Hyperborée

Antoine D. Hendrickx

Jadis, loin au nord, quelque part dans les tréfonds du froid, se dressait l'Hyperborée, une civilisation ancienne et oubliée. L'Hyperborée, le sommet du monde où le cosmos resplendissait éternellement sur les âmes. Terre mythique dans les entrailles de l'Arctique, le pays des hyperboréens. Le peuple de ceux qui vivaient au-delà du souffle de Borée vers l'étoile Polaire, le peuple porteur de lumière. L'hyperborée était une terre solaire et polaire où le temps se divisait entre un jour et une nuit de six mois. Les anciens Grecs pensaient que les habitants de cette contrée magique ne vieillissaient pas et profitaient perpétuellement de leurs longues années. C'était un monde d'arts et de lumière libérée à jamais de la mort et de la maladie. Le Soleil y brillait en permanence durant la mi-année ne laissant aucune obscurité pénétrer la terre et les cœurs d'Hyperborée. Durant les six mois que durait la nuit, les étoiles et le lit de la Grande Ourse éclairaient, eux, de lumière scintillante les calmes Hyperboréens. Selon la légende, Apollon y fut emmené par le zèle de ses cygnes sacrés après sa naissance à Délos. Sur place il fut pris d'un tel émerveillement qu'il y demeura et en devint le roi. Il fallait un royaume solaire à ce dieu lumineux. Apollon vit que les Hyperboréens étaient immunisés aux maux et aux vices du monde mortel. Malgré leurs longues existences, aucune ride n'atteignait jamais leur visage, aucune maladie ne détériorait leur corps.

Sous les chants des muses, ces immortels consumaient leur existence perpétuelle dans l'idylle nordique. De la plus haute tour d'Hyperborée s'élevaient sempiternellement des chants portés par les cieux. Selon certains, les Hyperboréens étaient des descendants de la race des géants. D'autres disent même que les Hyperboréens étaient des *Nephilim*, des anges ayant abandonné leur demeure dans les cieux et qui vint arpenter la terre en quête de

rédemption. La généalogie hyperboréenne se retracerait jusqu'aux temps antédiluviens. Ils ne subirent pas le courroux divin du déluge puisqu'ils étaient des justes et des pieux, favorisés et chéris des dieux. On dit que les hommes et les femmes étaient de haute taille aux cheveux blonds éclatants et d'une force supérieure à celle des mortels. Il se disait aussi que les Hyperboréens détenaient la connaissance primordiale. Celle à la base de tout, qui module et façonne l'ensemble de notre existence. Les Hyperboréens demeuraient à jamais les gardiens d'un trésor inestimable, mais incompréhensible aux hommes mortels. Dans les Hespérides du Nord reposait la vérité, simple et pure. Seuls les dieux et leurs semblables, titans, héros et mystiques pouvaient s'abreuver de cette connaissance primordiale et ainsi obtenir la révélation. Apollon fit garder cette source première par ses griffons dorés laissés aux bons soins de la population locale. La figure d'Apollon reflétait bien celle des habitants de l'Hyperborée. À leur image, il était un homme d'une autre sorte, fruit des dieux et de la terre, détenteur de la connaissance, de l'art lyrique et bien plus. L'Hyperborée devint théocratique, car Apollon ne pouvait rester perpétuellement dans la terre du nord. Les affaires divines l'appelèrent à l'Olympe auprès de son père Zeus. Mais il y revenait une fois par an pour s'y régénérer et rester éternellement jeune. De grands prêtres d'Apollon, comme ceux de Delphes, gouvernaient le royaume quand le dieu était en Grèce. Il y avait aussi d'autres rois mineurs en Hyperborée. Les Boréades, descendants de Borée, guidaient le peuple et agissaient en qualité de féodaux au dieu de la lumière. Leurs fiefs séculaires se divisaient entre les vallons, les champs et les rivières. Chaque Boréade possédait sa bannière dorée parsemée d'étoiles et de symboles qu'il faisait flotter hautement et fièrement lors des réunions pour célébrer le retour d'Apollon. Des palais pyramidaux de

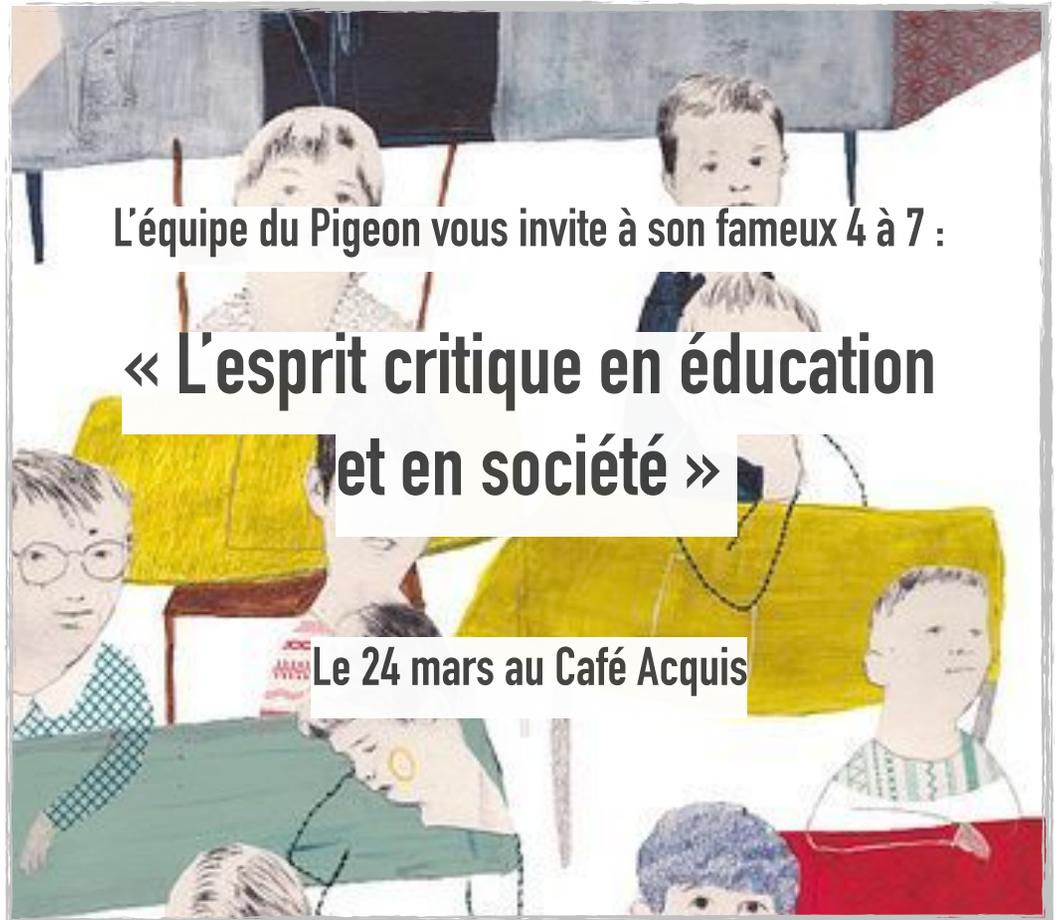
bois de chêne centenaire leur servaient de demeure monumentale. Les prodigieuses richesses matérielles s'expliquaient par le sol du pays, toujours fertile. Dehors, l'or, l'agate et l'argent couraient par filons entiers à travers les mines creusées dans la glace jusqu'aux profondeurs. L'Hyperborée demeurait à jamais dans l'âge d'or grec. Cet âge qui survint dès la création des hommes, quand Cronos régnait dans le Ciel. C'était un temps d'abondance, de félicité et de bonheur éternel. Le climat du pays hyperboréen porte néanmoins à confusion, certains le disent froid et polaire. Le genre de froid purificateur qui forge les âmes et les esprits d'un peuple. Mais il est aussi dit que c'était un pays tempéré, abondant et fertile. Un pays où les champs produisaient sans culture un froment doré sur des milliers d'hectares. Les Hyperboréens n'avaient pas besoin de cultiver le sol, ils n'avaient qu'à cueillir les fruits de la terre. Le reste du temps, les hommes et les femmes du royaume s'adonnaient aux activités poétiques faisant de l'Hyperborée une terre d'arts et de délicatesses. La langue chantée des Hyperboréennes était, semble-t-il, si belle qu'elle aurait provoqué chez un mortel un émerveillement à lui en faire perdre la raison. Apollon amena-t-il un jour ses muses jusqu'en Hyperborée ? Clio, Euterpe, Thalia, Melpomène, Terpsichore, Érato, Polymnie, Uranie et Calliope foulèrent-elles la terre du nord avec Apollon ? Vraisemblablement. Et elles durent être émerveillées par la vue du pays et de ses habitants maîtres de l'art de la poésie. On peut être sûr que l'Hyperborée fut une terre lyrique et de musique où l'on jouait des mélodies dans les champs et dans les bois sacrés. Les nymphes des bois et des montagnes sortaient de leurs maisons de verdure quand les mélodies hyperboréennes résonnaient dans les landes. Les Hyperboréens ne connaissant ni la faim ni les maux du monde étaient végétariens. Les animaux des bois sacrés et des vallons d'Hyperborée ne furent jamais

chassés sur cette terre de lumière. Des cervidés de toutes sortes, des faisans et des faons peuplaient abondamment la forêt hyperboréenne. Toutefois, les habitants se suffisaient des délices de la terre et de nectar de différents genres. Dans les villes bordant les campagnes, la société hyperboréenne vivait en harmonie et en concorde. Délivrés de tous les maux de la terre, les Hyperboréens n'avaient jamais besoin de recourir à la violence ou aux armes. Le pays était en paix et le resterait perpétuellement. L'aversion pour la guerre et le vice résultait de l'amour des arts des pacifiques. Les hauts dirigeants du pays portaient des étoiles, des lunes et des soleils attachés à leur toge pourpre pour garantir leurs fonctions. Les empereurs romains reprirent la coutume et le soleil devint un symbole universel de la monarchie. Apollon fut celui qui ramena ces us et ces coutumes en Méditerranée où elles se répandirent. Le Dieu se fit le porteur de l'influence hyperboréenne sur le monde de la Grèce antique. C'était lui qui, selon Platon, constituait l'harmonie du monde. Le même Apollon qui énonça les lois fondamentales de la République platonicienne, les premières des lois. Celles décrivant et régulant les rapports entre les hommes et les dieux, l'Alliance première qu'on pourrait qualifier d'hyperboréenne. Le dieu des arts et de la sagesse ramena dans son sillage l'influence polaire des Hyperboréens que l'on a pu retrouver dans la rigueur des Spartiates ou dans l'érudition des Athéniens. Les auteurs grecs n'ont jamais situé précisément l'Hyperborée sur une carte. Hérodote ne donna que de vagues estimations. Diodore de Sicile situa la terre d'Hyperborée loin au nord des pays celtes, au-delà d'une chaîne de montagnes inaccessibles séparant le peuple primordial des autres mortels. Mélas disait que les Hyperboréens vivaient à l'extrémité de la terre la plus proche du Soleil. Ce qui aurait expliqué l'incroyable fertilité de leurs champs et leur teint blond. Une chose était sûre, avant d'arriver jusqu'à la terre primordiale il fallait passer par des landes de glaces montagneuses, désertiques et inhospitalières. Nombreux furent les chamans et les autres magiciens grecs qui se vantèrent d'être allés au nord du vent de Borée. Mais la route tortueuse fut indubitablement de nature à repousser tout homme qui n'avait pas l'envergure de pénétrer la terre hyperboréenne. Cette terre préservait un Éden inestimable réservé à une poignée d'hommes et de femmes choisis par les dieux. Platon disait que les âmes s'élevaient au Nord. Peut-être que les grands noms de la Grèce antique partirent avec le vent de Borée jusqu'à cette terre paradisiaque pour y mener une nouvelle vie abjurée de maux et de vices.

Mini-poème rédigé pour accompagner la pièce nommée « **Identité** » en page couverture, originalement exposée lors de la première édition de l'encan silencieux espace5, événement que l'autrice a également co-fondé et co-organisé.

Mon identité est complexe. Je l'affirme non pas parce que je comprends ces multitudes, non. J'étais quelqu'un, pour ensuite me morceler peu à peu malgré moi, par la nature des choses. On ne se comprend jamais entièrement, outre peut-être accepter notre ignorance. Bref, je ne me mens plus.

Par Alyssia Marchetta (Pour voir plus d'oeuvres vous pouvez visiter son compte Instagram: @amxvisions, ou la contacter par courriel pour une impression papier de l'oeuvre : Alyssiam8@gmail.com)



PROCHAINE
DATE DE TOMBÉE :
DIMANCHE
29 MARS
ENVOIE TON TEXTE
À LA RÉDACTION

« *Trois traits identitaires pour un.e stagiair.e idéal.e :
ambition, excellence et dévouement* »

- *Le brin d'amour*

